

***SUIVI BAROMÉTRIQUE DE L'OPINION  
DES FRANÇAIS À L'ÉGARD DE LA SANTÉ,  
DE LA PROTECTION SOCIALE,  
DE LA PRÉCARITÉ, DE LA FAMILLE  
ET DE LA SOLIDARITÉ***

---

***Synthèse des principaux enseignements de l'étude  
Janvier 2009***

**Réf. TG982**

**BVA Opinion**

Directeur adjoint : Gaël SLIMAN

Directrice d'études : Marie DAVID

Chargée d'études : Régine BILLMANN

Ministère de l'Emploi et de la  
Solidarité - DREES-

11 place des 5 Martyrs du  
Lycée Buffon

75696 Paris Cedex 14

A la demande de la DREES, l'Institut BVA a réalisé une enquête en face-à-face auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

4040 personnes ont été interrogées du 6 octobre au 24 novembre 2008.

Echantillon construit selon la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

# SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
I – ENJEUX SOCIAUX.....	6
A. <i>Des Français toujours préoccupés.....</i>	6
1. Des Français de plus en plus pessimistes à l’égard de l’évolution de la situation de génération en génération ...	6
2. Des Français toujours préoccupés par les problèmes touchant leur quotidien et marqués par la crise financière internationale.....	7
B. <i>Des Français jugeant toujours la société injuste et inégale .....</i>	9
1. Une société toujours jugée injuste et inégale entre les classes sociales.....	9
2. Une moindre prégnance des inégalités entre les hommes et les femmes.....	12
3. Les perceptions des inégalités liées à l’origine ethnique reculent cette année.....	13
C. <i>Une confirmation de l’ouverture des Français sur les sujets « de société » .....</i>	14
1. ... sur l’homosexualité.....	14
2. ... quant à la relation de couple non marié.....	14
3. ... sur la place des femmes dans la société .....	14
D. <i>Des Français souhaitant bien davantage la réforme plutôt qu’un changement radical, et faisant davantage confiance à l’Etat qu’à l’Europe .....</i>	15
1. Un retour à une volonté de simple réforme.....	15
2. Des Français globalement confiants à l’égard des capacités de l’État .....	15
3. Des Français moins méfiants envers l’Europe.....	17
II – LES FRANÇAIS ET LE SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE .....	18
A. <i>Des Français attachés à l’universalité du système de protection sociale.....</i>	18
B. <i>Le financement du système de protection sociale .....</i>	19
1. Le financement de la protection sociale par l’Etat et les cotisations des entreprises : une adhésion stable au système actuel .....	19
2. Un attachement fort aux valeurs publiques de l’Assurance maladie et de l’Assurance vieillesse.....	21
3. Des attitudes personnelles plus réticentes .....	21
III – LES FRANÇAIS ET LEUR SANTÉ.....	23
A. <i>Perception générale de l’état de santé de la population.....</i>	23
1. Des Français qui se jugent en bonne santé mais qui restent plus nuancés sur la santé de leurs concitoyens .....	23
2. Des Français ayant le sentiment d’être informés en matière de santé.....	23
3. Des Français qui critiquent le rôle de l’Etat en matière de contrôle des crises sanitaires.....	24
B. <i>Perception à l’égard du système de santé.....</i>	25
1. Un accès au soin partagé par tous mais une qualité des soins inégale selon les revenus et le lieu d’habitation .....	25
2. La dénonciation d’une mauvaise gestion du système .....	26
C. <i>Mesures de réduction des dépenses de santé et réforme de l’assurance maladie ...</i>	27

1. Les Français en faveur d'une responsabilisation partagée des patients et des médecins.....	27
2. Les participations forfaitaires : des mesures perçues comme sources d'inégalités d'accès aux soins.....	27
3. Des critiques toujours vives concernant le système de remboursement de la consultation chez un spécialiste.....	28
<b>IV – FAMILLE ET POLITIQUE FAMILIALE.....</b>	<b>30</b>
A. <i>Les objectifs de la politique familiale : perception, cibles et attentes.....</i>	<i>30</i>
1. Maintien du logement comme objectif prioritaire de la politique familiale.....	30
2. Une aide prioritaire pour les familles aux revenus modestes.....	31
3. Un logement social avant tout destiné aux familles aux revenus modestes.....	31
4. L'insertion des jeunes, toujours prioritaire.....	31
B. <i>Famille et temps de travail : jugement et attentes.....</i>	<i>32</i>
1. Les accueils collectifs, un mode de garde souhaitable pour un enfant en bas âge.....	32
2. Un aménagement du travail indépendant du sexe du parent.....	32
<b>V – PAUVRETÉ ET EXCLUSION.....</b>	<b>34</b>
A. <i>Perception générale et représentations de la pauvreté.....</i>	<i>34</i>
1. Un pessimisme en matière de pauvreté qui s'accroît.....	34
2. Une pauvreté multifactorielle mais essentiellement conjoncturelle.....	35
3. Une méconnaissance des types de populations les plus exposées au risque de pauvreté.....	36
B. <i>Pauvreté et exclusion : opinion à l'égard des politiques sociales.....</i>	<i>36</i>
1. Le RMI.....	36
2. A l'unanimité, l'allocation chômage doit être soumise à des contreparties.....	39
3. Le Revenu de Solidarité Active.....	40
4. L'Etat : acteur essentiel dans la prise en charge de la précarité.....	40
<b>VI – RETRAITES ET DÉPENDANCES.....</b>	<b>40</b>
A. <i>Les Français et les retraites.....</i>	<i>40</i>
1. Des Français de plus en plus pessimistes pour leur retraite.....	40
2. Relative attractivité de la reprise d'activité professionnelle à la retraite (notamment lorsqu'elle est rémunérée).....	41
3. Les modalités déterminant les retraites : forte légitimité de la parentalité, et une pension de réversion pour tous les veufs et veuves.....	42
4. Une perplexité de l'opinion à l'égard de la réforme des retraites.....	43
5. Des Français toujours partagés sur le développement de l'épargne individuelle pour compléter les retraites.....	44
B. <i>Les Français et la dépendance.....</i>	<i>44</i>
1. Les Français et les aides aux personnes dépendantes.....	44
2. L'attitude personnelle des Français face à la dépendance.....	45
C. <i>Les Français et le handicap.....</i>	<i>46</i>
1. Des efforts moins soutenus pour l'intégration des personnes handicapées.....	46
2. Un accès à l'emploi des personnes handicapées qui semble moins évident.....	47
3. Une Allocation aux Adultes Handicapés pour l'ensemble des personnes handicapées, sans restriction.....	48

## **Introduction**

L'étude portant sur la perception des Français sur les enjeux de la santé publique, de la protection sociale, de la précarité, de la famille et de la solidarité menée à l'automne 2008 pour la DREES par l'institut BVA pour la huitième année intervient cette année encore dans un contexte social particulier.

L'opinion des Français recueillie lors de la présente étude est en effet marquée par le contexte économique et social qu'a connu la France au cours de l'année 2008, année de mise en place d'un grand nombre de réformes sur fond de pouvoir d'achat puis de crise économique.

Si, lors de la vague précédente, les Français demeuraient encore dans une posture d'attente vis-à-vis de la politique gouvernementale, ces derniers ont pu, au cours de l'année 2008, voir un certain nombre de réformes se mettre en place : réforme des retraites (avec un allongement de la durée de cotisation de 40 à 41 ans d'ici 2012), franchises médicales, assouplissement des 35 heures, réforme du financement de l'Assurance Maladie, projet de fusion UNEDIC-ANPE, réforme de l'hôpital ... Cette ensemble de mesures a émergé avec en toile de fond le thème du pouvoir d'achat continuellement présent au cours de l'année 2008. Le pouvoir d'achat s'est en effet avéré être la première préoccupation des Français et leur attentes dans le domaine sont fortes.

Enfin, l'automne 2008, période de déroulement de l'étude, a été marqué par l'avènement de la crise financière internationale qui occupe une grande place dans les médias et dans les esprits et dont la France a connu les premiers effets cet automne (vagues de licenciements notamment dans l'industrie Automobile).

L'étude intervient donc cette année dans un environnement économique et social source d'inquiétudes et d'appréhension pour l'opinion.

## I – Enjeux sociaux

Confirmant les tendances observées les années précédentes, l'optimisme des Français s'essouffle et laisse place à une inquiétude latente portant notamment sur la pauvreté et le chômage. Les personnes interrogées estiment vivre dans une société plutôt injuste, dans laquelle les hommes et les femmes, ou les personnes d'origine ethnique différentes n'ont pas les mêmes chances.

Face à ce constat négatif, les Français sont en attente de réformes de la part de l'Etat, considérant que l'Etat se doit d'agir même si sa capacité à intervenir en profondeur est selon les Français de plus en plus limitée. Notons que parallèlement, les Français jugent de plus en plus que l'Europe a une influence positive sur le système de protection sociale en France.

### A. *Des Français toujours préoccupés*

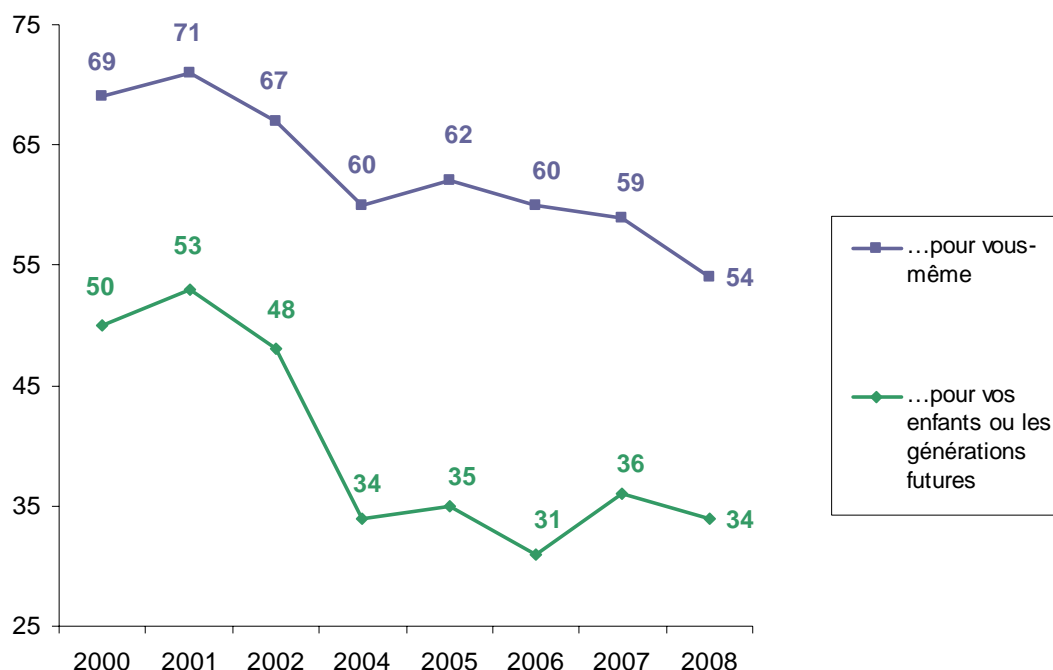
Les problèmes touchant au quotidien des Français sont cette année encore ceux qui les préoccupent le plus : pauvreté, chômage, cancer... et s'ajoute également des préoccupations liées à la situation économique mondiale actuelle.

#### 1. Des Français de plus en plus pessimistes à l'égard de l'évolution de la situation de génération en génération ...

Globalement, les Français se montrent moins satisfaits que les années précédentes de leur situation actuelle et se montrent plus pessimistes quant à leur avenir. Ainsi, la tendance observée l'an dernier se confirme : moins de 3 Français sur 4 considèrent positivement leur situation actuelle (73%, contre 78% l'an dernier et 81% en 2005).

Parallèlement, les Français se montrent pessimistes quant à l'évolution même de leur situation puisque d'une part, seulement 42% (+4 points par rapport à 2007 et +8 points /2004) considèrent que la situation de leurs parents était meilleure que leur propre situation.

En outre, même s'ils sont toujours majoritaires, les personnes interrogées sont de moins en moins optimistes quant à leur propre avenir (54% contre 59% en 2007 et 69% en 2000) et seulement un tiers d'entre elles perçoivent positivement la situation des générations futures (34%, -2pt /2007 et -16pt /2000). La situation de crise observée et relayée dans les médias se traduit ainsi dans la perception de la conjoncture actuelle et future.

**Graphique 1 :****Q3. L'optimisme face à l'avenir  
(S/T Optimiste)**

Comme les années précédentes, les Français les plus pessimistes sur leur avenir sont des personnes déjà fragilisées : les chômeurs (55%), les personnes ayant de faibles revenus (54% des personnes dont le revenu est inférieur à 1150 euros par mois) ou les moins diplômés (51%).

A l'inverse, on retrouve chez les plus optimistes les cadres (67%), les personnes diplômées (64%) ou celles ayant de hauts revenus (62% des individus touchant plus de 2400 euros par mois). De même, les plus jeunes se montrent plus optimistes que les plus âgés : 67% des 18-24 ans le sont contre seulement 49% des 50-64 ans.

## 2. Des Français toujours préoccupés par les problèmes touchant leur quotidien et marqués par la crise financière internationale

Comme l'an dernier, les principales sources de préoccupation des Français tant pour eux-mêmes que pour la France sont des problèmes concrets : la pauvreté, le chômage, le cancer ... Ils se montrent ainsi d'abord préoccupés pour eux-mêmes, par la pauvreté (91%, -1pt/2007), par le chômage (87% +1pt/2007) et par le cancer (87% -2pt/2007).

Nous pouvons noter cette année, du fait même de l'actualité au moment de l'enquête, une forte augmentation des préoccupations liées à la situation financière internationale : 76% des Français (+19pt/2007) se montrent ainsi préoccupés par la crise financière internationale pour eux-mêmes et 92% pour la France (+11pt/2007). Ce sont les plus forts taux observés sur cet item depuis le début de l'enquête.

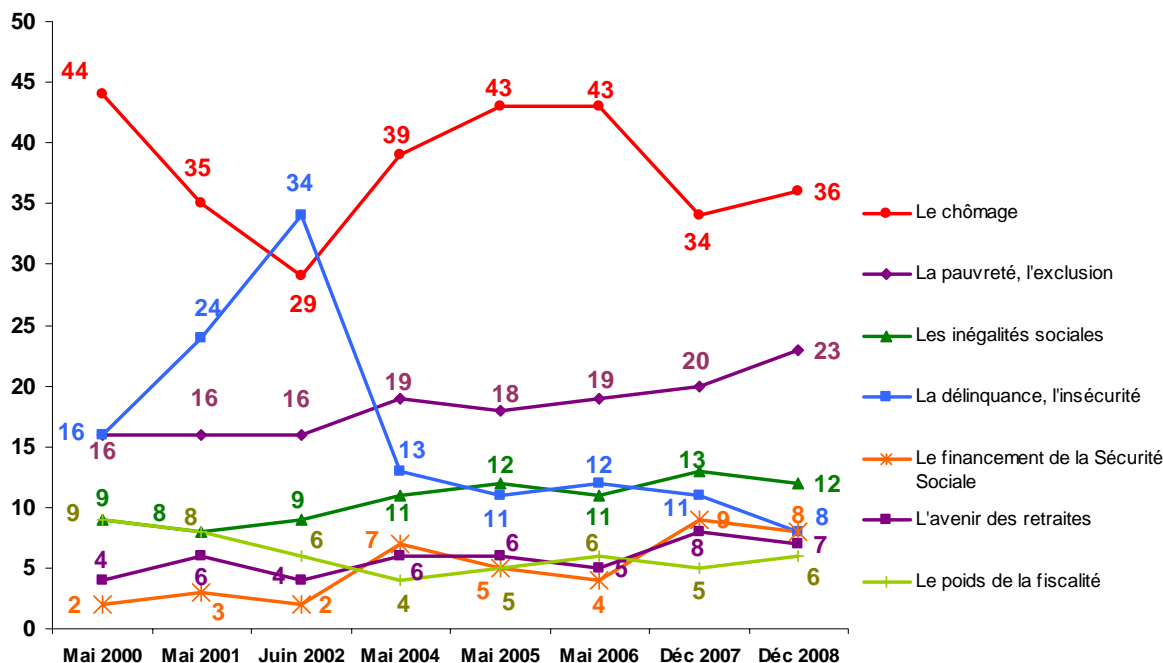
Par ailleurs, la présente vague de l'étude met en évidence un certain recul des problèmes dépassant les frontières nationales à savoir les migrations des populations des pays pauvres vers les pays riches (67%, -5pt/2007), la forte croissance démographique des pays en voie de développement (57%, -3pt) et le vieillissement des populations dans les pays développés (50%, -6pt), retrouvant ainsi des taux plus proches de ceux observés avant 2007.

**Tableau 1 :**

**Q4-Q5. Comparatif des causes de préoccupations personnelles et des causes de préoccupations en France aujourd'hui**

	- COMPARATIF - S/T PREOCUPE					
	Causes de préoccupations personnelles			Causes de préoccupations en France		
	2008	2007	Evolu- tion	2008	2007	Evolu- tion
	%	%		%	%	
La pauvreté	91	92	-1	94	91	+3
Le chômage	87	86	+1	96	95	+1
Le cancer	87	89	-2	91	90	+1
Les problèmes liés à l'environnement	86	88	-2	90	91	-1
Les guerres dans le monde	82	82	=	86	83	+3
Les accidents de la route	78	79	-1	83	83	=
Les crises financières internationales	76	57	+19	92	81	+11
Les risques alimentaires	73	74	-1	76	75	+1
Le Sida	73	73	=	82	82	=
Les migrations des populations des pays pauvres vers les pays riches	67	72	-5	83	85	-2
La forte croissance démographique des pays en voie de développement	57	60	-3	75	73	+2
Le vieillissement des populations dans les pays développés	50	56	-6	80	81	-1



**Graphique 2 :****Q6. Comparatif des problèmes dont il faut s'occuper en priorité en France**

Comme les années précédentes, les attentes d'action sur le chômage sont encore largement en tête (36%). La pauvreté et l'exclusion sont, selon les Français interrogés, la deuxième source d'attente (23%) et sont en augmentation de 3 points depuis l'an dernier (augmentation entamée en 2005). Viennent ensuite les attentes d'action en matière d'inégalités sociales (12%, -1pt/2007).

### B. Des Français jugeant toujours la société injuste et inégale

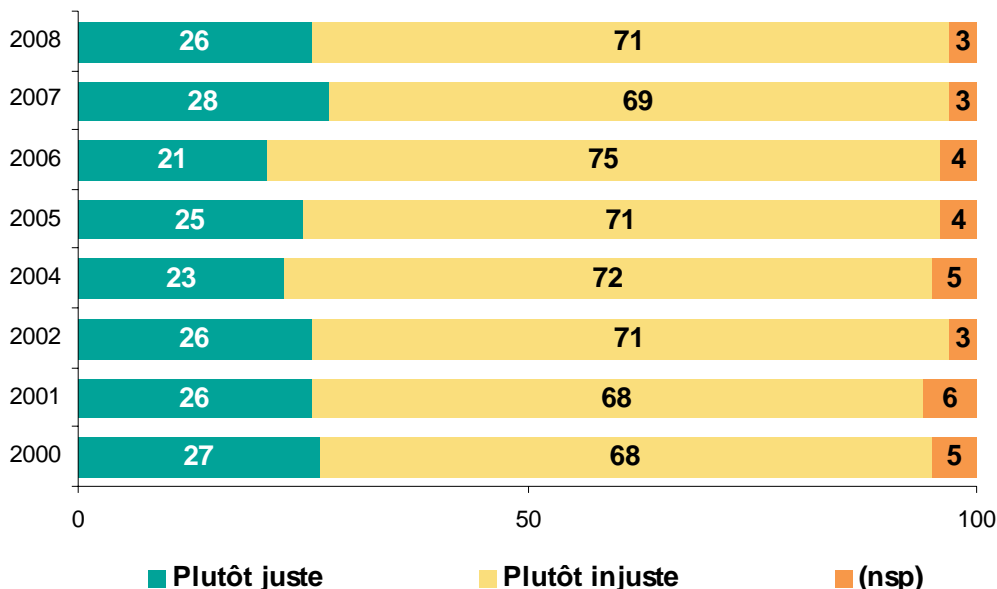
#### 1. Une société toujours jugée injuste et inégale entre les classes sociales

De manière générale, la société française est perçue comme les années précédentes, plutôt injuste (71%). Ce pessimisme se traduit également sur la perception d'une augmentation des inégalités sur les 5 dernières années et les années futures (respectivement 80% et 78% des Français), mettant fin à la baisse entamée en 2007.

Le climat de crise actuel peut avoir mis en relief les différences sociales et avoir remis sur le devant de la scène sociale un sentiment d'injustice.

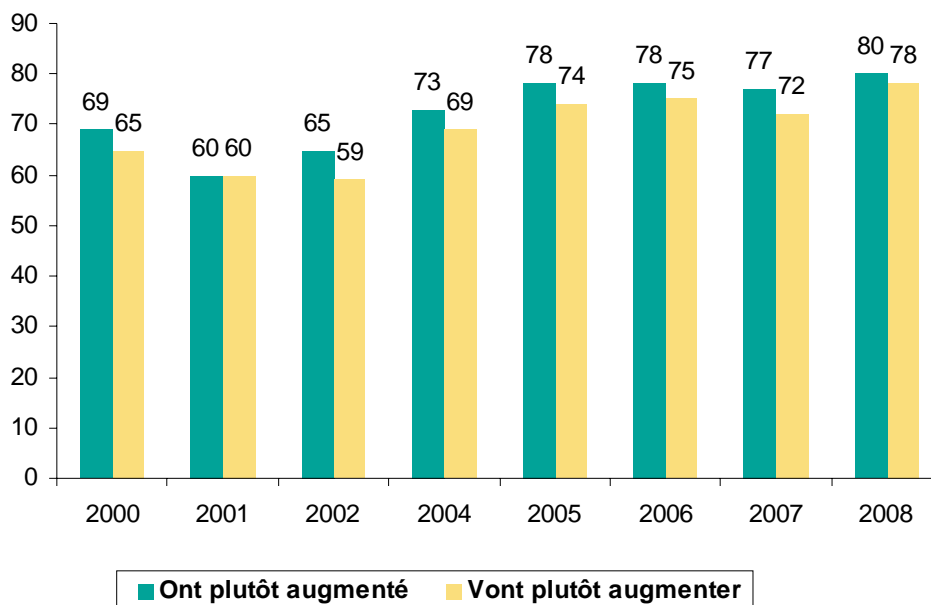
**Graphique 3 :**

**Q8. Perception du caractère juste ou injuste de la société**



**Graphique 4 :**

**Q15-Q16. Perception des inégalités depuis 5 ans et dans l'avenir**



Comme l’an dernier, toutes les catégories de Français partagent ce constat négatif de la même façon, et plus particulièrement les personnes les plus fragilisées : les chômeurs, les bénéficiaires du RMI ou ceux ayant une personne en situation de précarité dans leur famille. A l’inverse, parmi les Français déclarant que les inégalités ont diminué au cours de 5 dernières années (11%), sont sur-représentées les hauts revenus (15%) et les habitants de l’agglomération parisienne (34%).

**Tableau 2 :****Q17-Q18. Comparatif des inégalités les plus répandues et les moins acceptables**

	- COMPARATIF - TOTAL DES CITATIONS					
	Les inégalités les plus répandues			Les inégalités les moins acceptables		
	2008	2007	Evolution	2008	2007	Evolution
	%	%	=	%	%	=
Les inégalités de revenus	61	61	=	39	35	+4
Les inégalités de logement	38	38	=	38	38	=
Les inégalités par rapport au fait d'avoir un emploi	22	22	=	17	18	-1
Les inégalités d'accès aux soins	20	17	+3	39	39	=
Les inégalités par rapport au type d'emploi	19	19	=	15	16	-1
Les inégalités liées à l'origine ethnique	17	18	-1	25	26	-1
Les inégalités dans les études scolaires	14	15	-1	17	19	-2
Les inégalités liées à l'héritage familial	7	8	-1	7	7	=

**Les inégalités de revenus et de logement sont de moins en moins acceptées...**

Les inégalités de revenus et de logement marquent cette année encore, et cela malgré une relative stabilité, les préoccupations des Français (61% et 38%). L'importance de ces inégalités chez les Français est sans doute liée à la place importante dans l'actualité accordée aux questions du pouvoir d'achat et du logement depuis quelques années.

En outre, les Français se montrent cette année, plus sensibles à la question d'accès aux soins (20% + 3 pt/2007).

Pour plus d'un tiers des Français, ces trois inégalités sont également considérées les moins acceptables (39% pour les inégalités de revenus et d'accès aux soins, 38% pour les inégalités du logement). Par ailleurs, concernant les inégalités de revenus, les Français sont cette année encore plus nombreux à les considérer inacceptables (+4 pt/2007).

Les Français qui dénoncent le plus les inégalités liées au logement et aux revenus appartiennent cette année encore aux catégories sociales les moins favorisées : les personnes au chômage (51%), les personnes sans diplôme (46%) ou celles dont les revenus sont inférieurs à 1150€/par mois (46%).

Notons que les parents d'enfant de moins de 18 ans dénoncent davantage l'existence d'inégalités de logement que les Français sans enfants (42% contre 36%).

### ... d'où une volonté de redistribution

Comme les années précédentes, les Français interrogés considèrent qu'il est nécessaire avant tout pour qu'une société soit juste, de garantir les besoins de base pour tous (97%) puis de "reconnaître les gens selon leur mérite" (89%).

#### 2. Une moindre prégnance des inégalités entre les hommes et les femmes

Les inégalités entre les hommes et les femmes sont toujours considérées comme importantes par 6 Français interrogés sur 10, mais cette année encore, ce taux est en recul (-3pt/2007 et -6pt/2004) : c'est ainsi le taux le plus faible observé depuis 2004.

L'importance de ces inégalités est cette année encore davantage soulignée par les femmes (67%) et les personnes âgées de 35 ans et plus (62%).

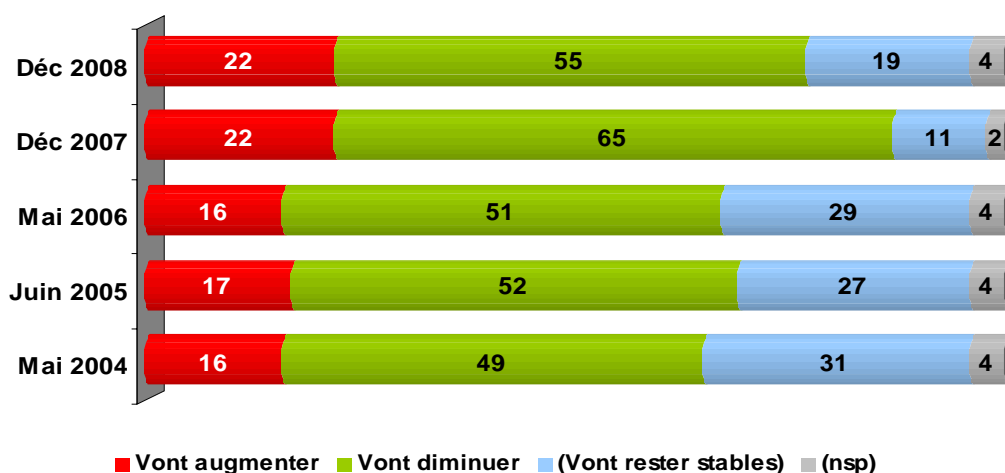
Un Français sur deux estime également que les inégalités vont disparaître (55%). Cependant, malgré le recul observé ces dernières années des inégalités entre hommes et femmes, les Français se montrent aujourd'hui moins confiants : ils étaient 65% en 2007 à estimer que ces inégalités vont disparaître contre seulement 55% aujourd'hui et étaient moins nombreux à considérer qu'elles vont rester stables (11% en 2007 contre 19% actuellement).

Les plus pessimistes sont surreprésentés parmi les premières concernées, les femmes (26%) mais aussi parmi les non diplômées (26%) ou les bas revenus (29% des personnes touchant moins de 1150€).

Les plus confiants en revanche sont cette année encore les moins de 35 ans (62%), les hommes (61%), les cadres (72%), les plus diplômés (bac +2 et plus, 65%) et les catégories sociales les plus aisées (68% des personnes ayant des revenus supérieurs à 2400 euros par mois).

#### Graphique 5 :

Q20. Et à l'avenir, avez-vous le sentiment que les inégalités entre les hommes et les femmes en France...



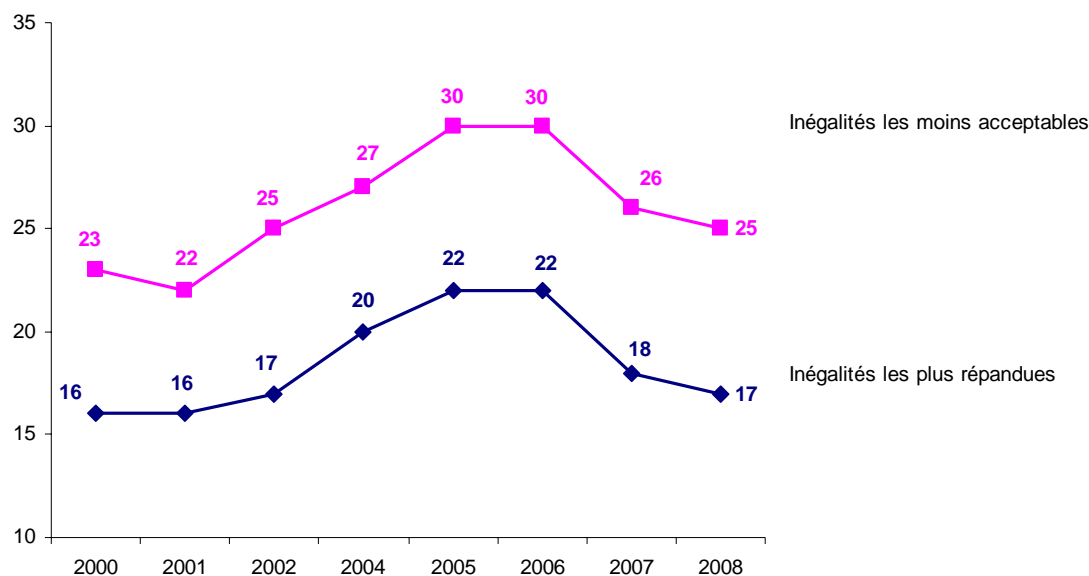
### 3. Les perceptions des inégalités liées à l'origine ethnique reculent cette année

Alors que les perceptions des inégalités liées à l'origine ethnique étaient en constante augmentation entre 2000 et 2005, un recul important a été observé en 2007 et se poursuit cette année encore mais de manière moins marquée. Ainsi, 17% des Français estiment que les inégalités liées à l'origine ethnique sont les plus répandues (contre 18% l'an dernier et 22% en 2005) et parallèlement, un quart des personnes interrogées jugent toujours ces inégalités comme étant les moins acceptables, part sensiblement identique à l'an dernier (25% contre 26% en 2007 et 30% en 2005).

Cette année encore, les éléments de l'enquête ne nous permettent de savoir si ce type de discrimination se banalise ou s'il est moins prégnant.

#### **Graphique 5bis :**

**Q17-Q18. L'inégalité liée à l'origine ethnique (Total citation)**



Ces inégalités sont évidemment particulièrement ressenties par les personnes d'origine étrangère : 25% des personnes devenues françaises par acquisition et 28% des personnes étrangères citent l'inégalité liée à l'origine ethnique comme étant l'une des inégalités les plus répandues (contre 17% en moyenne) et respectivement 35% et 34% comme étant l'une des inégalités les moins acceptables (contre 25% en moyenne). Toutefois, la question semble moins d'actualité cette année même auprès de ces populations particulièrement sensibilisées puisque les scores sont en dessous de ceux observés les années précédentes.

Les résultats à cette question diffèrent fortement en fonction du degré de sensibilité de la personne à la question de l'intégration : en effet, globalement pour 71% des personnes interrogées "Il est préférable pour la société que les immigrés ne conservent pas leurs coutumes et traditions mais adoptent celles du pays d'accueil". Or, il apparaît que les personnes interrogées devenues françaises par acquisition sont plus nombreuses à penser que les immigrés peuvent conserver leurs propres coutumes et traditions (35% contre 22% en

général). Notons que cette année les réponses des personnes étrangères ne se différencie pas significativement contrairement aux années précédentes.

*C. Une confirmation de l'ouverture des Français sur les sujets « de société »*

Chaque année, les Français témoignent d'une plus grande ouverture sur les questions de société relatives à l'homosexualité, au mariage et à la place de la femme dans la société se confirment cette année encore.

1. ... sur l'homosexualité

Comme l'an dernier, 78% des Français considèrent "les homosexuels comme des gens comme les autres" : cette proportion est en augmentation de 10 points depuis mai 2001. Ce point de vue est plus encore partagé par les femmes (81%), les jeunes (85% des moins de 35 ans), les plus diplômés (84% des bac+2 et plus) et par les personnes déclarant n'avoir aucune appartenance ni pratique religieuse (83%).

2. ...quant à la relation de couple non marié

De plus en plus de Français considèrent que le mariage n'est plus le cadre idéal pour vivre une relation de couple : les Français ne sont plus que 42% à considérer le mariage comme le cadre idéal pour une relation de couple contre 52% en mai 2000 (-1pt /2007).

Les personnes les plus conservatrices en la matière sont : les hommes (44%), les personnes de 50 ans et plus (52%), les personnes n'ayant pas de diplôme (52%) et les personnes ayant une pratique religieuse régulière (69%). A l'inverse, les personnes qui ne considèrent pas le mariage comme le cadre idéal pour vivre une relation de couple ont le même profil que celles qui déclaraient que les homosexuels étaient des personnes comme les autres, à savoir les femmes (59%), les jeunes (65% des moins de 35 ans) et les personnes déclarant n'ayant aucune appartenance ni pratique religieuse (68%).

3. ... sur la place des femmes dans la société

37% des Français – au même niveau que l'an dernier - (contre 45% en 2000) sont d'accord pour dire "qu'il est normal qu'une femme soit prête à faire beaucoup de sacrifices pour réussir dans un métier" et seulement 33% d'entre eux (même niveau qu'en 2007 et -13 points /2000) considèrent que "dans l'idéal les femmes devraient rester à la maison pour élever leurs enfants".

Les personnes qui considèrent que dans l'idéal, les femmes devraient rester à la maison pour élever leurs enfants sont plutôt âgées (50% des 65 ans et plus), non diplômées (51%), aux revenus inférieurs à 1150€par mois (40%), habitant une commune rurale (37%) ou ayant une pratique religieuse (régulière 48% ou occasionnelle 38%).

*D. Des Français souhaitant bien davantage la réforme plutôt qu'un changement radical, et faisant davantage confiance à l'Etat qu'à l'Europe*

1. Un retour à une volonté de simple réforme

Si la grande majorité des Français interrogés souhaitent, cette année encore, des réformes sans changements radicaux (71%), cette part est en recul par rapport à l'an dernier et retrouve un niveau sensiblement équivalent à celui de 2006 (-4pt/2007). En revanche, la part des personnes interrogées espérant un changement radical de la situation est en augmentation par rapport à l'an dernier (22%, +3pt). Tout comme les années précédentes, le conservatisme est dénoncé.

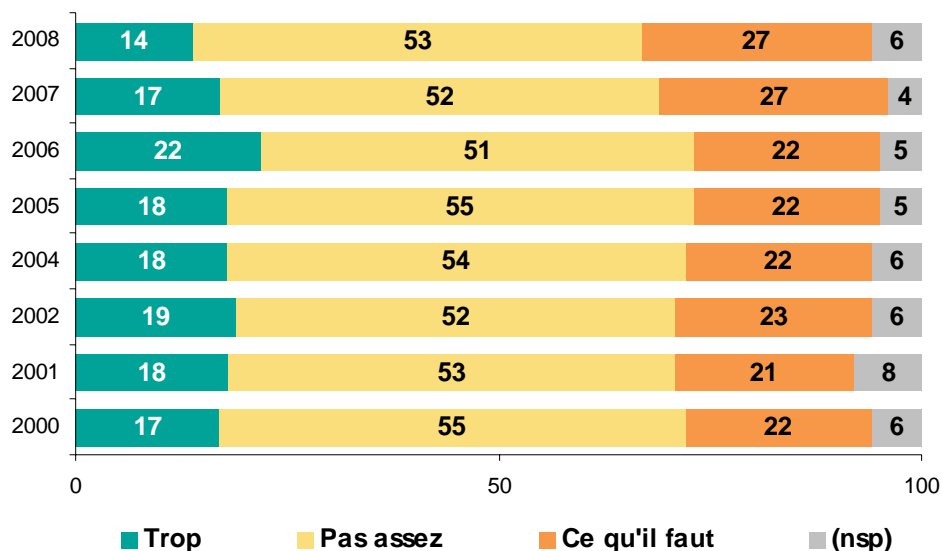
2. Des Français globalement confiants à l'égard des capacités de l'État

Cette année encore, les Français font confiance à l'Etat pour résoudre les problèmes sociaux et les problèmes de financement de la protection sociale tant en profondeur que sur les aspects essentiels : selon plus de 7 Français sur 10, les pouvoirs publics peuvent agir en matière de pauvreté et d'exclusion, de financement de la protection sociale et d'inégalités sociales (respectivement 74%, 73% et 71%, taux quasiment identiques à ceux observés les années précédentes).

Cependant, la part des Français reconnaissant à l'Etat la capacité *à résoudre en profondeur* ces problèmes se stabilise autour de 30% et reste bien inférieure à celle observée en 2000. Ils ne sont en effet plus que 34% à penser que les pouvoirs publics sont à même de résoudre en profondeur la pauvreté et l'exclusion (contre 48% en 2000), 32% en ce qui concerne les inégalités sociales (contre 37% en 2000) et 31% pour les problèmes de financement de la protection sociale (39% en 2000).

Le scepticisme la capacité des pouvoirs publics à résoudre ces difficultés est sans doute à relier à la situation économique de ces dernières années et à la multiplication des centres de décisions transnationaux.

Toutefois, les Français continuent de souhaiter que l'Etat intervienne davantage : la moitié des Français estime ainsi que l'Etat n'intervient pas assez (53%, +1pt/2007) et surtout la part des Français jugeant excessive l'interventionnisme de l'Etat (14%) est en recul de 3 points depuis l'an dernier et de 8 points depuis 2006. Le poste qualifiant l'intervention « juste comme il faut » est quant à lui identique à celui observé en 2007 (27%).

**Graphique 6 :****Q10. Perception du niveau d'intervention économique et sociale de l'Etat**

Ceux qui jugent que l'Etat n'intervient pas assez sont davantage les jeunes (56% des moins de 35 ans le pensent), les chômeurs (60%) et les employés (57%), les petits salaires (56% des personnes touchant moins de 1150€).

Cette année encore, les Français considèrent de plus en plus que la solidarité est avant tout du ressort de l'Etat (49%, +2point /2007) et de moins en moins de celui des individus eux-mêmes (35%, -2pt/2007).

Les plus âgés (52% des 50 ans et +) considèrent que la solidarité est avant tout du ressort de l'Etat alors que les plus jeunes ont eux une conception plus individualiste de la question (seulement 40% des 18-24 ans considèrent que c'est à l'Etat d'intervenir).

Même si les Français ne croient plus en la capacité des pouvoirs publics à résoudre en profondeur les problèmes, ils estiment que cela reste principalement du ressort de l'Etat et que ce dernier n'intervient pas assez au niveau économique et social.

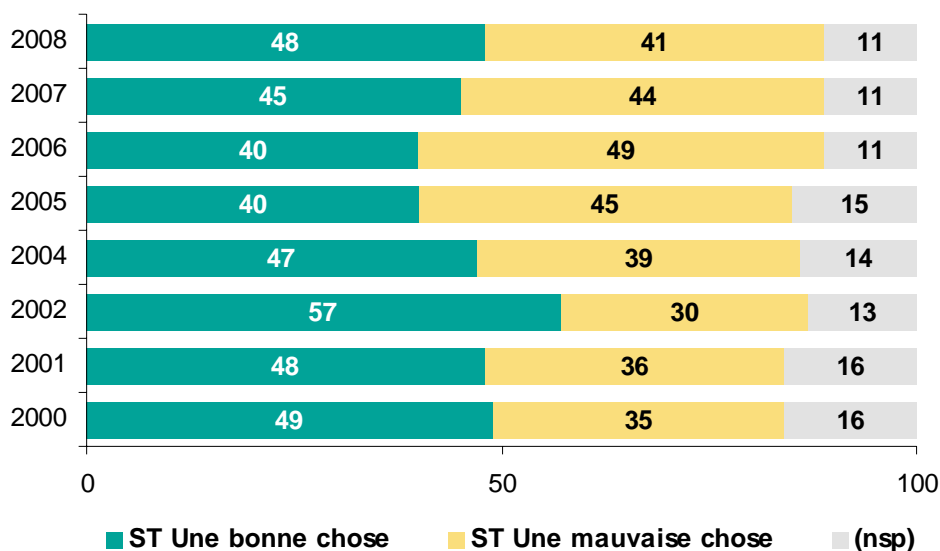


### 3. Des Français moins méfiants envers l'Europe

Confirmant la tendance de 2007, les Français sont de plus en plus nombreux à considérer l'Europe comme une bonne chose pour le système de protection sociale en France (48%, +3 points par rapport à 2007 et +8 points /2006), même si cette part est loin d'atteindre celle observée en 2002 (57%).

#### **Graphique 7 :**

**Q12. L'influence de l'Europe sur la protection sociale française**



Les plus enclins à reconnaître à l'Europe une influence positive sur la protection sociale française sont les jeunes (55% des moins de 35 ans) et les plus diplômés (54% des bac+2 et plus). Les plus âgés (45% des 50 ans ou plus) ou les personnes n'ayant pas de diplôme (42%) sont eux beaucoup plus sceptiques.

## II – Les Français et le système de protection sociale

### A. Des Français attachés à l'universalité du système de protection sociale

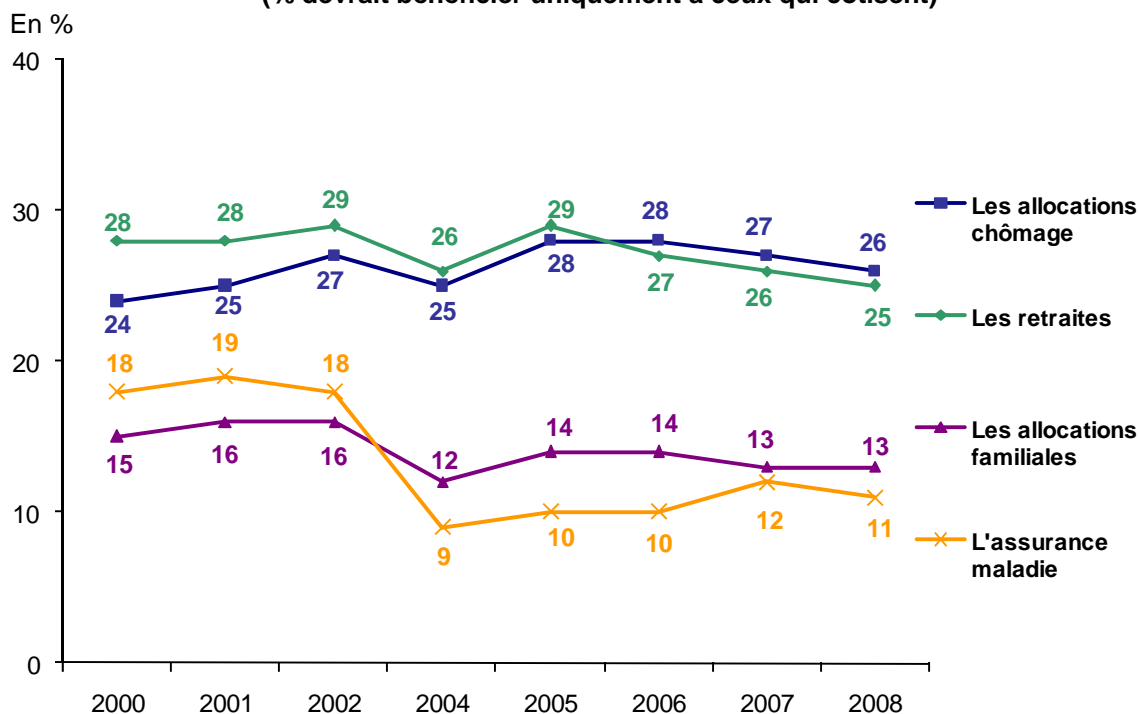
Les Français sont attachés au fait que l'accès à la protection sociale (tant pour les retraites, les allocations chômage, les allocations familiales ou l'assurance maladie) soit possible pour tous sans distinction de catégories sociales et de statut professionnel.

Cette année encore, ce jugement est encore plus marqué pour les Français en ce qui concerne l'inégalité d'accès aux soins : 82% d'entre eux considèrent que tout le monde devrait pouvoir bénéficier de l'assurance maladie.

L'universalité du système de protection sociale n'est ainsi pas remise en cause, toutefois comme les années précédentes, un Français sur cinq (21%) estime que les allocations familiales ne devraient bénéficier qu'à ceux qui n'ont pas les moyens de s'en sortir seuls et un Français sur quatre, que les allocations chômage et les retraites ne devraient être perçues que par ceux qui cotisent (respectivement 26% et 25%).

#### Graphique 8 :

**Q83. Le jugement sur l'universalité du système de protection sociale  
(% devrait bénéficier uniquement à ceux qui cotisent)**



Une tendance se profile (à valider ou infirmer lors des prochaines vagues de l'étude) : les Français semblent être de moins en moins nombreux à juger que les retraites doivent bénéficier uniquement aux personnes qui cotisent (baisse constante depuis 2005 : - 4 points).

Globalement, les personnes âgées de plus de 65 ans, les retraités et les personnes non diplômées se montrent les plus sévères sur l'attribution des allocations sur ces quatre domaines d'application de la protection sociale.

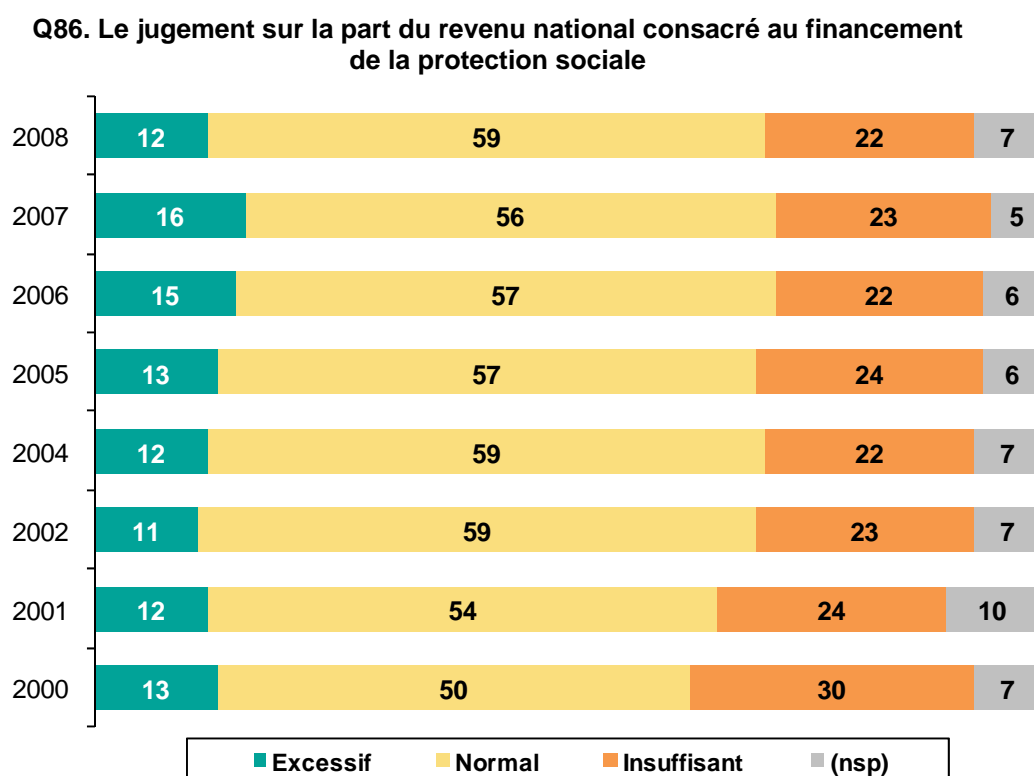
### B. Le financement du système de protection sociale

#### 1. Le financement de la protection sociale par l'Etat et les cotisations des entreprises : une adhésion stable au système actuel

Le jugement porté sur la part du revenu consacrée au financement de la protection sociale est encore loin d'être remis en cause cette année. En effet, comme les années précédentes, plus de la moitié des Français (59%) juge « normal » que le quart du revenu national soit consacré au financement de la protection sociale en France. Parallèlement, moins d'un quart (22%) considère cette proportion insuffisante et 12% seulement la jugent, au contraire, excessive.

Le différentiel entre les plus et les moins critiques s'était estompé ces 5 dernières années par l'augmentation constante du nombre de Français jugeant ce financement excessif. Cette tendance n'est plus d'actualité : le nombre de Français jugeant le financement par l'Etat excessif a baissé de 4 points sur la dernière année et rejoint le niveau observé en 2004.

#### Graphique 9 :



Les personnes souhaitant que la part du revenu national consacré au financement de la protection sociale augmente, appartiennent à un milieu socio-économique défavorisé (aux

personnes bénéficiant du RMI, ceux non diplômés, ayant de faibles revenus ou connaissant des personnes en situation précaire)

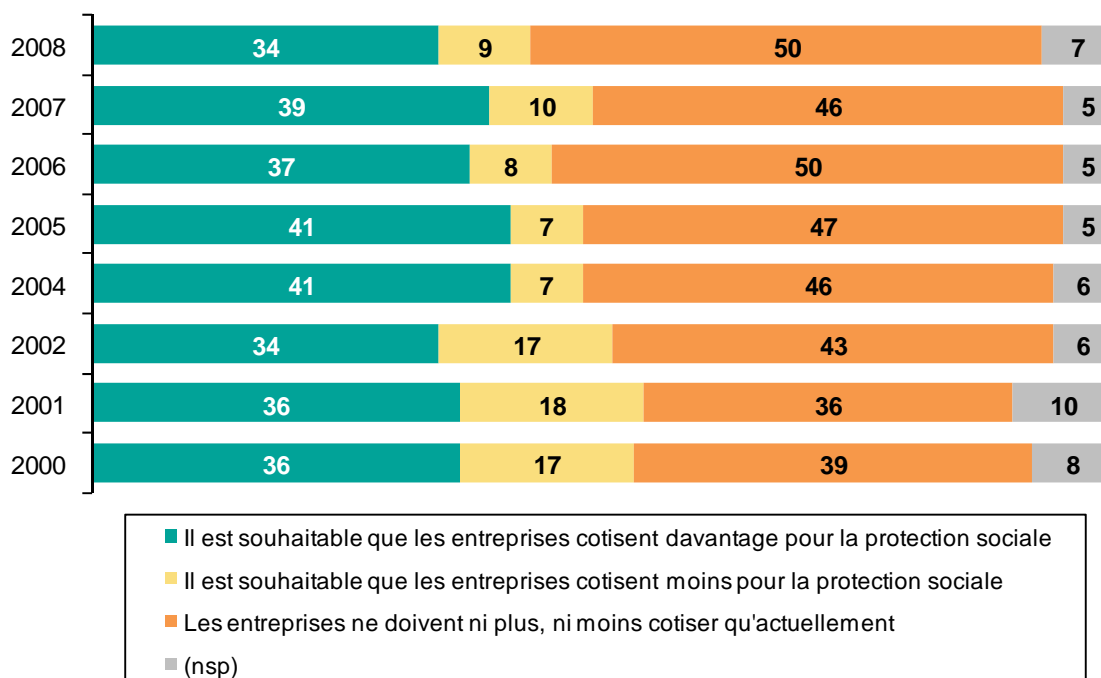
A l'inverse, les personnes souhaitant observer une baisse de ce financement appartiennent à des catégories sociales plus aisées (les personnes ayant des revenus élevés, les propriétaires, les employeurs).

Parallèlement, la moitié des Français (50%) souhaite que la part de cotisation des entreprises ne change pas. Toutefois, un tiers des Français (34%) jugent souhaitable que les entreprises cotisent davantage pour la protection sociale. Cette proportion est néanmoins en baisse par rapport aux 4 dernières années (- 5 points en un an et - 7 points depuis 2004).

Au final, les Français restent assez partagés sur cette question et, si elle reste minoritaire malgré une diminution observée cette année, la demande d'une plus grande cotisation des entreprises n'est pas négligeable.

### **Graphique 10 :**

**Q85. Le souhait sur l'évolution du niveau de cotisation des entreprises**



## 2. Un attachement fort aux valeurs publiques de l'Assurance maladie et de l'Assurance vieillesse

Une large majorité des Français souhaite que soit maintenu le caractère essentiellement public des systèmes de protection sociale : 86% pour l'Assurance maladie et 85% pour l'Assurance vieillesse. L'adhésion à ces systèmes publics est fortement marquée puisque près de deux tiers des Français (63%) sont tout à fait d'accord sur ce point.

Les salariés du public et les retraités en sont fortement attachés : plus de 70% sont tout à fait d'accord avec le maintien d'un système de protection sociale public.

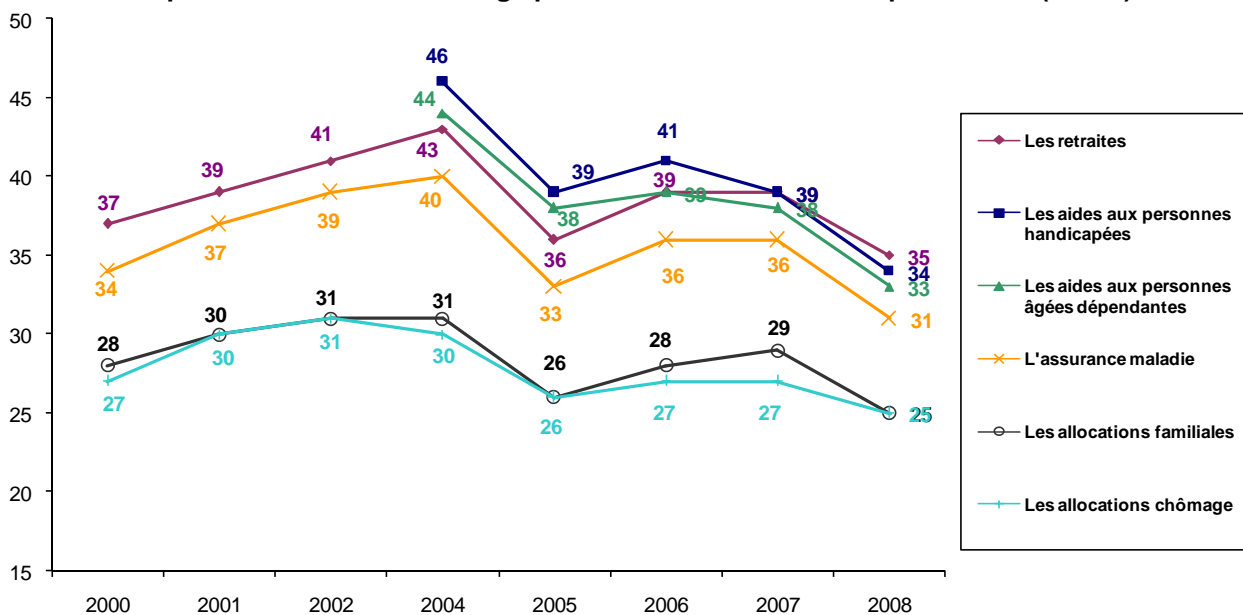
## 3. Des attitudes personnelles plus réticentes

Les Français se montrent donc très attachés au caractère universel de la protection sociale et aux valeurs publiques de ce système. Cependant, ils ne sont pas prêts à titre individuel à cotiser davantage ou à voir baisser leurs prestations en fonction de leur niveau de ressources. En effet, ils sont très réticents à l'idée de devoir cotiser davantage pour maintenir le niveau de prestation sociale et cela quel que soit le domaine concerné (plus de 6 Français sur 10 formulent une opinion négative sur les six aides sociales présentées). Leur réticence est encore plus forte en ce qui concerne l'Assurance maladie, les allocations familiales et les allocations chômage.

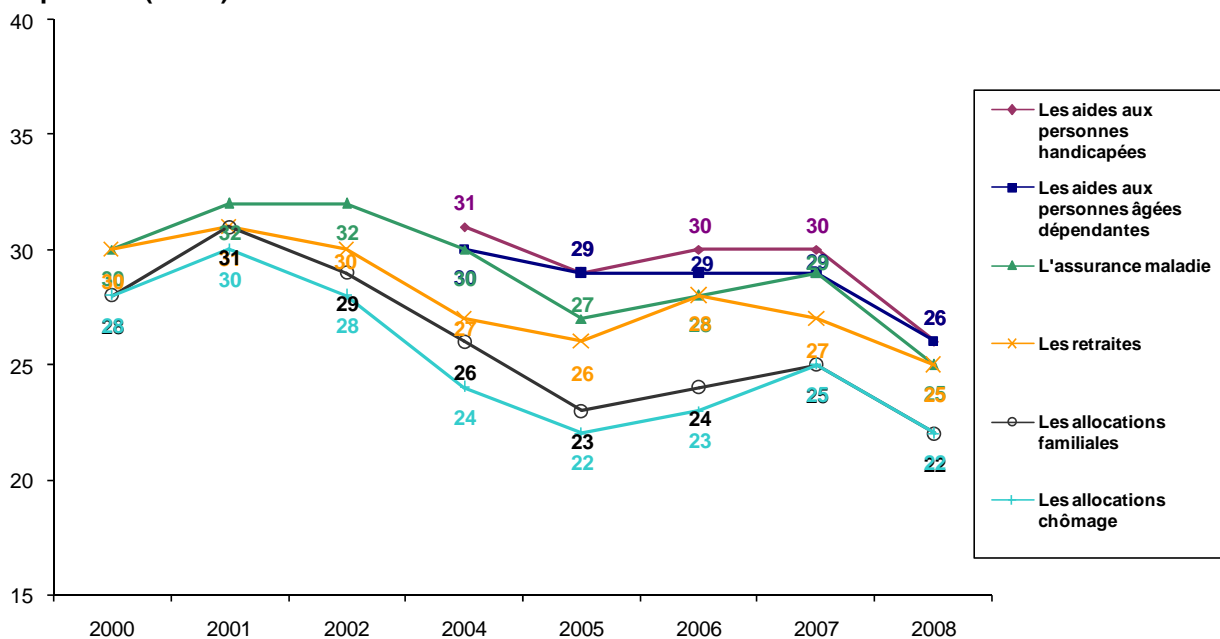
Par ailleurs, les Français sont encore moins disposés que les années précédentes à accepter une baisse des prestations ou à cotiser davantage. Cette tendance est fortement marquée au niveau des différentes protections sociales (- 3 à - 5 points).

**Graphiques 11 :**

**Q91. La disposition à cotiser davantage pour maintenir le niveau de prestations (% Oui)**



**Q90. La disposition à accepter une baisse des prestations en contrepartie d'une diminution de l'imposition(%Oui)**



### III – Les Français et leur santé

#### A. Perception générale de l'état de santé de la population

##### 1. Des Français qui se jugent en bonne santé mais qui restent plus nuancés sur la santé de leurs concitoyens

70% des Français estiment être en bonne santé. Cependant, le changement d'échelle de réponse lors de la vague d'enquête précédente met en évidence qu'un quart d'entre eux jugent leur santé moyenne : un mouvement de report des réponses semble avoir eu lieu depuis les valeurs « en bonne santé » et « en mauvaise santé » observées les années précédentes vers l'item « moyen » apparu l'an dernier.

Si leur santé personnelle leur apparaît bonne, les Français deviennent de plus en plus sceptiques quant à l'évolution de l'état de santé des Français en général : ils sont moins de la moitié (41%, -2 points par rapport à 2007 et surtout -9 points par rapport à 2006) à percevoir une amélioration et plus d'un tiers (34%, +3 points par rapport à 2007, +7 points par rapport à 2006) perçoit même une dégradation de la situation.

Cette montée de scepticisme traduit une anxiété tant sur les difficultés à contrôler la chaîne alimentaire, à anticiper d'éventuelles crises sanitaires ainsi qu'une inquiétude plus circonscrite face aux politiques mises en œuvre pour le contrôle des dépenses de santé.

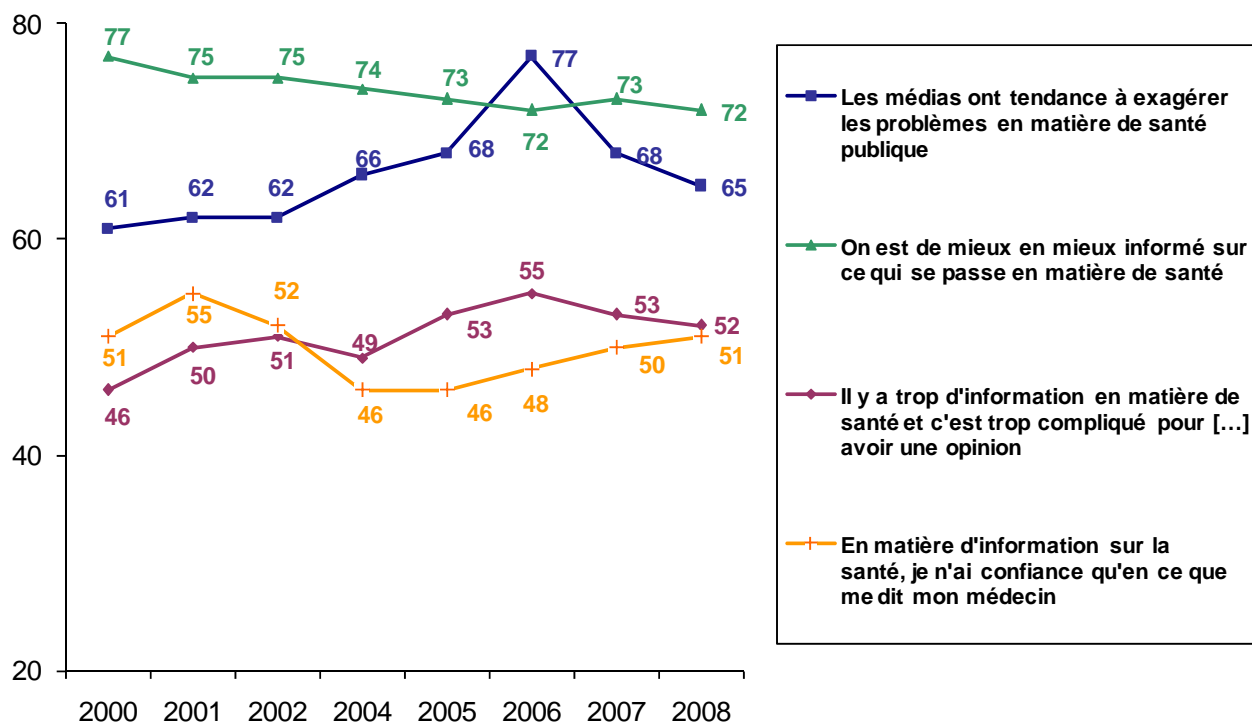
##### 2. Des Français ayant le sentiment d'être informés en matière de santé

Une large majorité de Français se sent de mieux en mieux informé sur ce qui se passe en matière de santé : près des trois quarts sont de cet avis (72%). Mais cette proportion tend à reculer de manière constante depuis 2000 (77% s'estimaient alors informés).

Par ailleurs, la part des Français critiquant l'exagération des problèmes de santé publique par les médias est toujours majoritaire mais en net recul depuis deux ans (65% cette année contre 68% en 2007 et 77% en 2006) et retrouve son niveau de 2004. Le pic observé en 2006 est sans doute lié à la crise de la grippe aviaire et à la très forte communication des médias et du gouvernement sur ce sujet.

Tendance nouvelle depuis deux ans, les Français sont désormais majoritaires (51% cette année, 50% en 2007) à ne faire confiance qu'à leur médecin pour obtenir des informations sur la santé.

Les Français ont donc le sentiment d'être informés sur les questions relatives à la santé, et tendent à atténuer les critiques d'exagération faites aux médias ces dernières années.

**Graphique 12 :****Q95. La perception détaillée du niveau d'information délivrée en matière de santé  
(% Plutôt d'accord)****3. Des Français qui critiquent le rôle de l'Etat en matière de contrôle des crises sanitaires**

Avec l'expérience des crises sanitaires de ces dernières années, les Français reconnaissent cette année encore que le risque zéro n'existe pas (92%, identique à 2007, -2 points par rapport à 2006, +6 points par rapport à 2000).

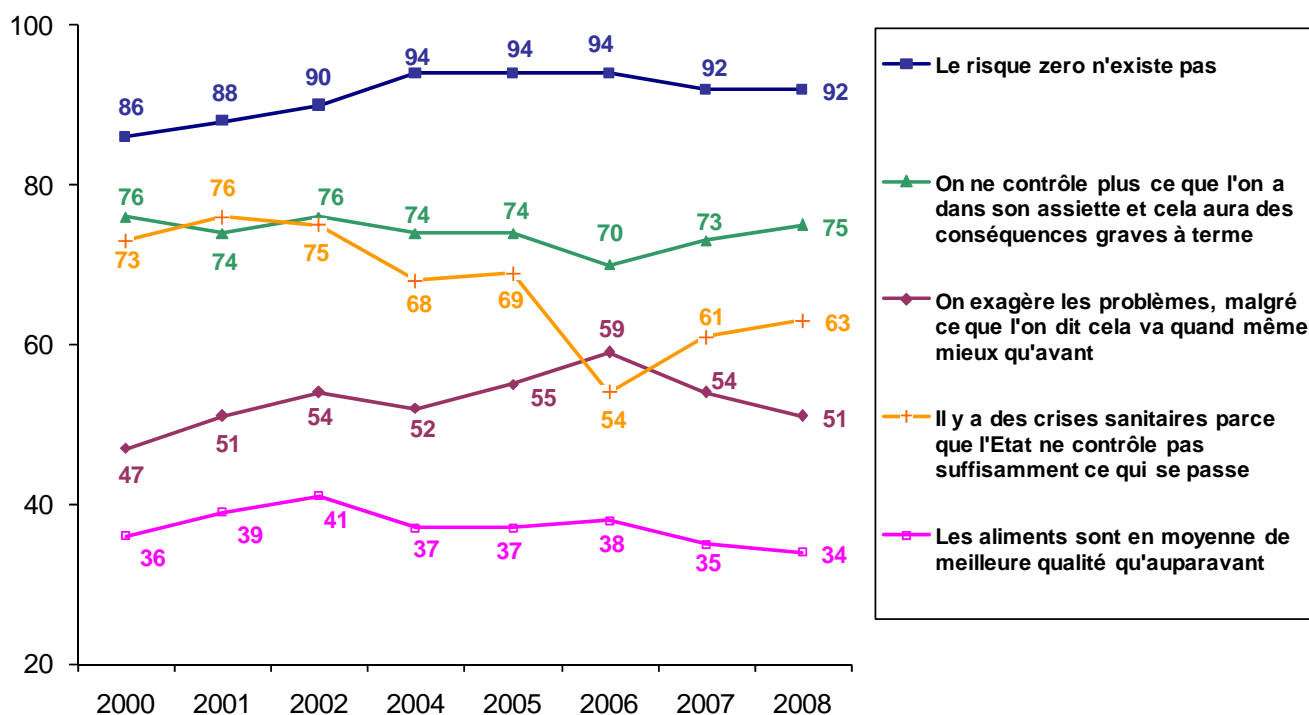
Malgré cette conviction, la confiance des Français est en retrait sur de nombreux points.

Tout d'abord, ils estiment de plus en plus que l'Etat a quand même sa responsabilité dans les crises sanitaires du fait d'un nombre de contrôles insuffisant : 63%, +2 points par rapport à 2007, +9 points par rapport à 2006. Ensuite, ils sont de moins en moins nombreux depuis trois ans à penser que l'on exagère les problèmes et que malgré ce que l'on en dit cela va quand même mieux qu'avant : 51% contre 54% en 2007 et 59% en 2006.

Enfin, plus des trois quarts d'entre eux estiment qu'on ne contrôle plus ce que l'on a dans son assiette et que cela aura des conséquences graves : 75% contre 73% en 2007 et 70% en 2006. De même, seuls 34% des Français estiment que les aliments sont en moyenne de meilleure qualité qu'auparavant (-4 points par rapport à 2006).

Notons que ces résultats qui traduisent un certain scepticisme s'inscrivent dans un contexte plus global de réflexion menée sur les OGM, notamment lors du Grenelle de l'environnement dont le plan d'action et les programmes ont été annoncés fin octobre 2007.



**Graphique 13 :****Q96. Le jugement sur les crises sanitaires survenues ces dernières années  
(% Plutôt d'accord)****B. Perception à l'égard du système de santé****1. Un accès au soin partagé par tous mais une qualité des soins inégale selon les revenus et le lieu d'habitation**

L'égalité d'accès aux soins quel que soit son revenu est reconnue par les Français : 65% sont d'accord avec cette affirmation. Pour autant, ce sentiment est en net recul cette année (- 6 points par rapport à 2007).

En outre, seule une minorité de Français considère qu'il est possible d'avoir la même qualité de soins selon son lieu d'habitation (38%, - 2 points par rapport à 2007) ou son niveau de revenu (37%, - 4 points par rapport à 2007) : seuls 40% (- 2 points par rapport à 2007) des Français estiment qu'il est possible d'être soigné de la même façon quel que soit le lieu où l'on habite.

Ces critiques sont en légère baisse depuis deux ans mais fluctuent légèrement d'une année à l'autre.

## 2. La dénonciation d'une mauvaise gestion du système

Plus des deux tiers des Français (67%) considèrent qu'il est normal pour un pays développé d'augmenter les dépenses de santé et 64% estiment qu'il ne faut pas limiter les dépenses (+ 3 points par rapport à 2007).

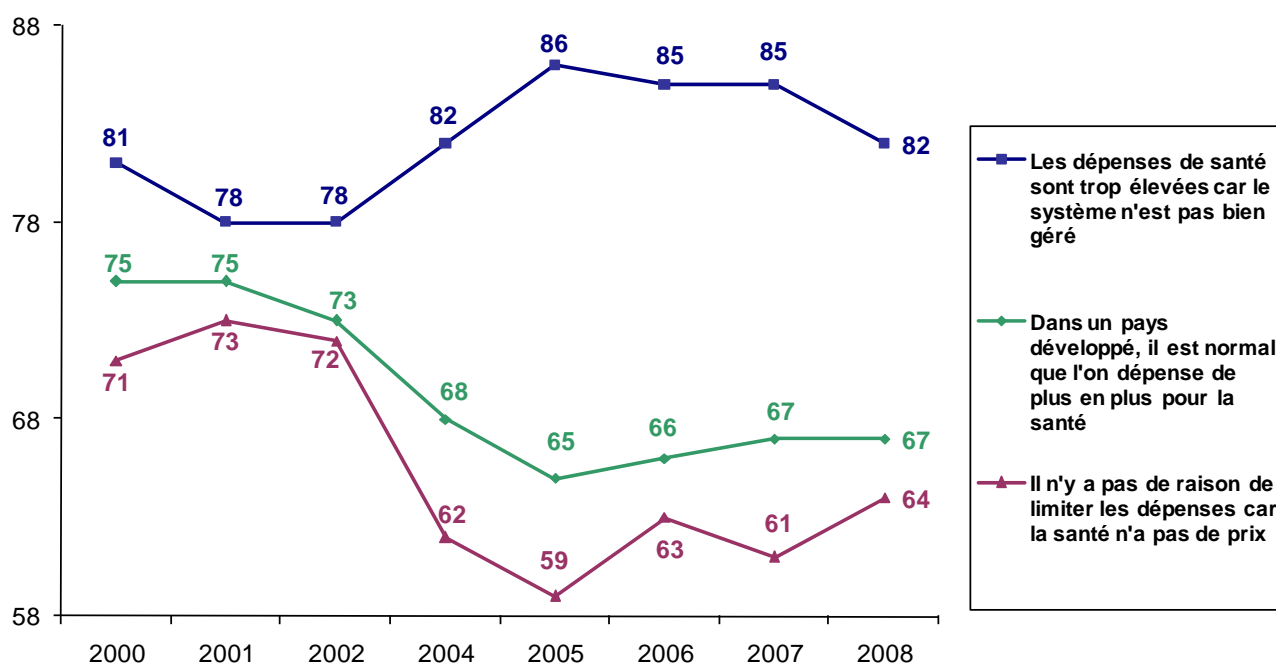
Dans le même temps, 82% des Français imputent à la mauvaise gestion du système le fait que les dépenses de santé soient trop élevées : cette proportion qui était relativement stable depuis mai 2005 tend à baisser cette année. Il faudra attendre les prochaines mesures pour savoir si cette baisse se confirme ou non.

Notons que seuls 22% des Français estiment que sans le monopole de la Sécurité Sociale, cela marcherait mieux.

Au final, si les Français considèrent légitimes d'augmenter les dépenses de santé, ils sont parallèlement de plus en plus réceptifs à une réelle possibilité de réduction des dépenses de santé par une meilleure gestion du système.

### Graphique 14 :

**Q71. La perception des dépenses de santé  
(% Plutôt d'accord)**



### C. Mesures de réduction des dépenses de santé et réforme de l'assurance maladie

Les solutions envisagées pour réduire les dépenses de santé ne bénéficient pas toutes du même degré d'acceptation de la part des Français.

Globalement, si les Français estiment qu'il est possible de réduire les dépenses de santé, les mesures proposées dans le cadre de la réforme de l'assurance maladie ne sont pas très bien accueillies : l'incitation à consulter son médecin traitant avant de voir un spécialiste et la mise en place des participations forfaitaires sont deux mesures qui s'accompagnent toujours d'un jugement mitigé voire négatif.

#### 1. Les Français en faveur d'une responsabilisation partagée des patients et des médecins

Quand il est demandé aux Français de s'interroger sur les solutions concrètes pouvant permettre de réduire les dépenses de santé, trois mesures se dégagent, mesures contraignantes pour les patients mais aussi pour les médecins :

- la limitation de la liberté des médecins concernant les prix de leur consultation : une mesure à laquelle les Français adhèrent largement et de plus en plus depuis quatre ans (80% y sont favorables, ils étaient 77% en 2007 et 73% en 2005).

- la modification des habitudes des médecins afin qu'ils prescrivent moins de médicaments et d'examen ou des médicaments et des examens moins chers (73% y sont favorables, - 3 points par rapport à 2007, - 2 points par rapport à 2006)

- et enfin le non remboursement des consultations pour les personnes qui consultent plusieurs médecins pour le même motif (75% y sont favorables, identique à 2007, - 2 points par rapport à 2006).

Par ailleurs, les Français se montrent depuis deux ans plus favorables au fait de mieux rembourser les patients qui s'inscrivent dans un parcours de soin intégrant le médecin traitant : 69%, + 1 point par rapport à 2007, +4 points par rapport à 2006). Le principe du parcours de soin semble donc de plus en plus intégré par les Français.

Enfin, deux mesures ne s'avèrent pas être des solutions pour réduire le déficit de la branche maladie de la Sécurité Sociale : il s'agit de la limitation des remboursements de certaines prestations qui est envisagée par moins d'un Français sur deux (44%, stable depuis 3 ans) et de l'augmentation des cotisations, à quoi seuls 17% des français seraient favorables (-1 point par rapport à 2007, +2 points par rapport à 2006).

#### 2. Les participations forfaitaires : des mesures perçues comme sources d'inégalités d'accès aux soins

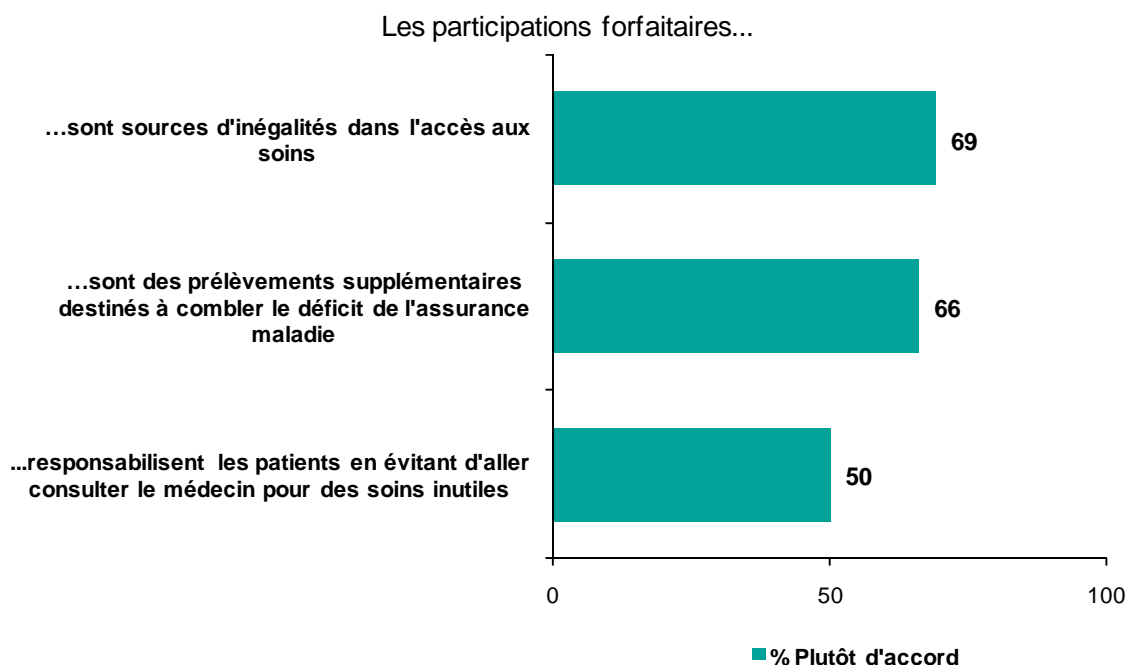
L'an dernier, la participation forfaitaire de 1 euro pour chaque consultation avait été abordée spécifiquement et semblait souffrir du contexte de l'enquête, et notamment de l'annonce faite en 2007 par le nouveau gouvernement de mettre en œuvre une participation forfaitaire de 50 centimes d'euros sur les médicaments. Une minorité voyait dans cette mesure un moyen de responsabiliser les patients en les incitant à consulter qu'en cas de nécessité.

Cette année, après la mise en place de la participation de 50 centimes d'euros pour chaque boîte de médicaments achetée, les questions ont été posées de manière générale pour les participations forfaitaires, sans distinction du prélèvement de 1 euro pour chaque consultation ou de 50 centimes d'euros pour chaque boîte de médicaments achetée<sup>1</sup>.

Les Français restent malgré tout assez critiques face à ces participations forfaitaires. Une large majorité (69%) estime qu'elles sont sources d'inégalité d'accès aux soins et qu'elles sont des prélèvements supplémentaires destinés à combler le déficit de l'assurance maladie (66%). Par ailleurs, les Français sont très partagés sur l'effet responsabilisant de telles mesures : 50% seulement considèrent que ces participations forfaitaires responsabilisent les patients en évitant d'aller consulter le médecin pour des soins inutiles, contre 47% qui ne sont pas d'accord avec cette idée.

### **Graphique 15 :**

**Q77. La perception des participations forfaitaires**



Le principe des participations forfaitaires suscite donc davantage de réserve que d'enthousiasme, notamment en termes d'égalité d'accès aux soins. De même, les personnes interrogées se montrent sceptiques quant à la limitation des consultations via ce système.

### **3. Des critiques toujours vives concernant le système de remboursement de la consultation chez un spécialiste**

Enfin, les critiques concernant le système de remboursement de la consultation chez un spécialiste (hors parcours de soins) restent vives malgré un léger apaisement depuis deux

<sup>1</sup> Au vu de ces changements de libellés, les résultats de cette question sont donc analysés, cette année, en niveau et non évolution.

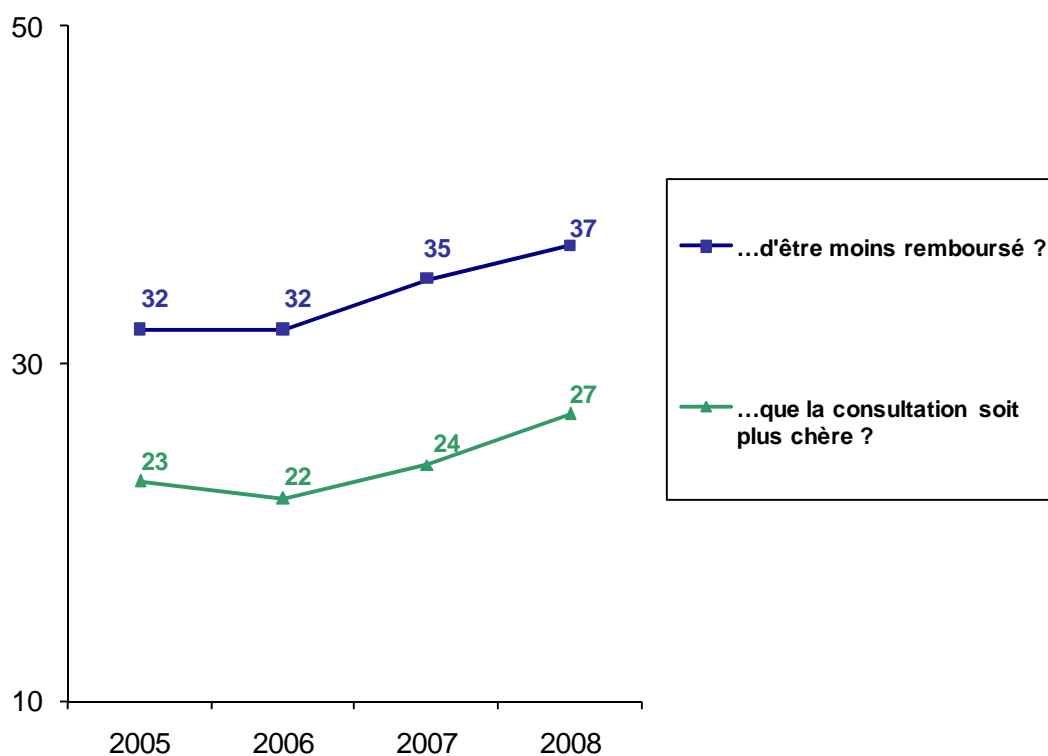
ans) : comme les années précédentes, seul un peu plus d'un tiers des Français (37%, +2 points par rapport à 2007, +5 points par rapport à 2006) trouvent normal le fait d'être moins remboursés en passant directement chez un spécialiste sans consulter un généraliste auparavant et seulement 27% d'entre eux (+3 points par rapport à 2007, +5 points par rapport à 2006) jugent normal que la consultation soit plus chère.

### **Graphique 16 :**

#### **Q75. La perception d'un nouveau système de remboursement lors d'une consultation chez un spécialiste (% Oui)**

« La loi prévoit que si un patient va directement chez un spécialiste (sauf pédiatres, gynécologues, ophtalmologues...), sans passer par son médecin traitant, il est moins remboursé, le spécialiste pouvant en plus lui faire payer plus cher sa consultation.

*Vous-même, dans ce cadre, trouvez-vous normal.... »*



## IV – Famille et politique familiale

Les attentes dans le domaine de la politique familiale sont nombreuses et portent notamment sur les questions du logement, de l'insertion des jeunes ou de l'aménagement du temps de travail en raison de la présence d'enfants.

### A. Les objectifs de la politique familiale : perception, cibles et attentes

#### 1. Maintien du logement comme objectif prioritaire de la politique familiale

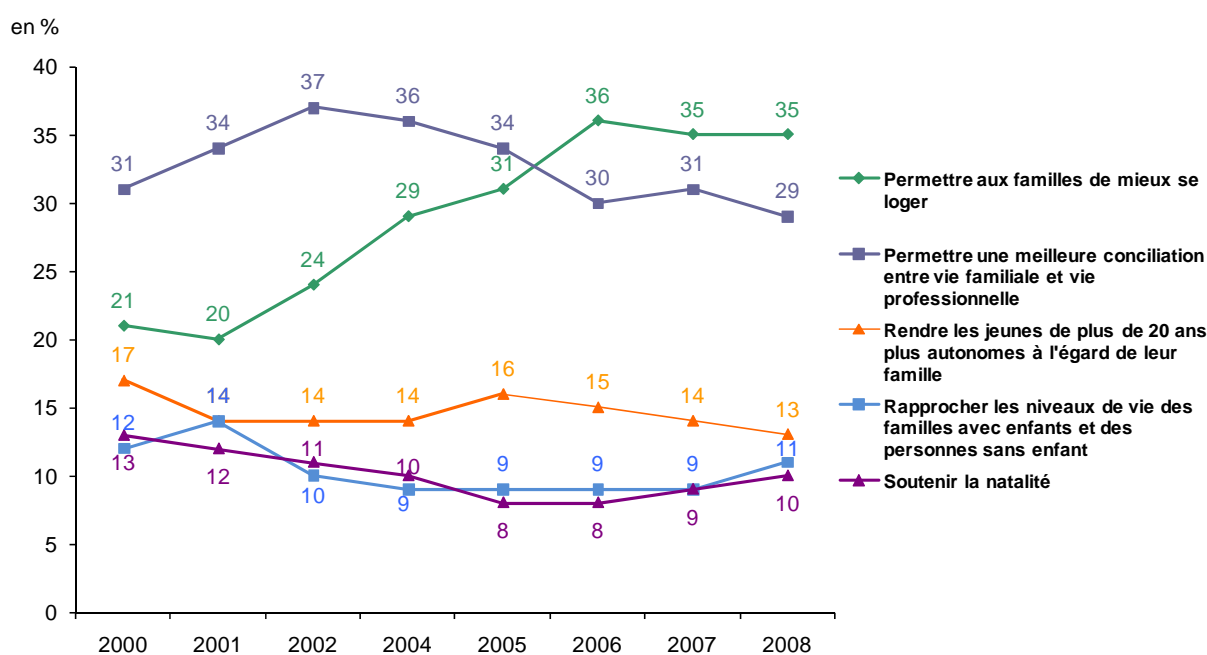
Devenues prioritaires en 2006, les attentes des Français dans le domaine de la politique familiale portent sur l'amélioration des conditions du logement (35% des Français). Les améliorations souhaitées pour une meilleure conciliation entre vie de famille et vie professionnelle qui étaient prioritaires avant 2006 sont désormais le second objectif souhaité des Français dans le domaine de la politique familiale (29% contre 34% en 2005).

Contrairement aux années précédentes, l'attente d'améliorations des conditions de logement touche un plus large public. En effet, l'écart entre les personnes ayant des problèmes d'accès au logement et celles ayant moins de difficulté s'est réduit : les personnes les plus exposées sont moins nombreuses que l'an dernier à relever cet objectif comme les jeunes (36% en 2008 contre 42% des plus de 35 ans en 2007), les personnes ayant de bas revenus (37% en 2008 contre 41% en 2007), les personnes habitant en région parisienne (37% en 2008 contre 48% en 2007).

Néanmoins, ce sont toujours les locataires (39% vs 30% des propriétaires) et les personnes les moins diplômées (37% vs 32% des personnes les plus diplômées) qui soulèvent cette attente.

#### **Graphique 17 :**

**Q63. Souhait de l'objectif prioritaire de la politique familiale**



## 2. Une aide prioritaire pour les familles aux revenus modestes

Malgré un recul depuis 2006 de 6 points, cette année encore, les familles à aider en priorité sont celles aux revenus modestes (46%). L'aide à ces familles est, selon les Français, toujours nettement prioritaire par rapport à celle pouvant être apportée aux familles monoparentales (19%, - 2 points par rapport l'an dernier) et les familles nombreuses (10%, même score que l'an dernier).

Une nouvelle tendance semble émerger cette année : les Français sont actuellement plus nombreux à souhaiter que les familles ayant des enfants de plus de 20 ans à charge soient aidées (9%) alors que ce score stagnait à 5% ou 6% les 4 dernières années. Ce sont notamment les personnes habitant l'agglomération parisienne qui souhaitent cette aide (20%).

## 3. Un logement social avant tout destiné aux familles aux revenus modestes

Comme observée l'année précédente, les logements sociaux doivent, selon les Français, être en priorité attribués aux familles avec enfants aux revenus modestes : 41% d'entre eux (contre 43% en 2007). Ils lient ainsi leur objectif prioritaire en matière de politique familiale avec le type de famille jugé prioritaire.

Les logements sociaux doivent ensuite revenir aux personnes en grandes difficultés (34%), et enfin, à l'ensemble des classes moyennes (24%).

Alors que l'an dernier ce sont notamment les bénéficiaires potentiels de logements HLM qui ont cité en priorité l'attribution des logements sociaux aux personnes en grande difficulté (les allocataires du RMI, du chômage, les personnes ayant des revenus inférieurs à 1150€ par mois), cette année, la tendance s'inverse et c'est notamment les personnes de hauts revenus, ayant des revenus de location, les plus diplômés et les jeunes de 18- 24 ans qui le souhaitent.

Par ailleurs, les Français sont attachés à la notion de mixité sociale car ils privilégient en cas d'augmentation des revenus du locataire, l'option de surloyers (53%) à celle du déménagement du locataire (42%). En revanche, les bénéficiaires du RMI, des allocations chômage ou les personnes ayant des revenus inférieurs à 1150€ par mois sont plus nombreux à souhaiter que les locataires déménagent, permettant ainsi à des personnes de leur profil de pouvoir y avoir accès.

## 4. L'insertion des jeunes, toujours prioritaire

Selon les Français, l'action à privilégier auprès des jeunes est depuis l'an 2000, l'amélioration des dispositifs d'insertion et de formation des jeunes sans emploi et sans qualification. Depuis 2004, la proportion de Français jugeant cette action prioritaire s'est même renforcée : la moitié se préoccupe de l'insertion des jeunes alors qu'ils n'étaient que 37% à le soulever en 2000.

Loin derrière se trouvent les mesures visant à renforcer les aides au logement (21%) et à prolonger des allocations familiales au-delà de 20 ans (14%).

La mise en place d'un dispositif d'insertion est donc largement préférée à une aide financière apportée aux jeunes ou à la famille.

*B. Famille et temps de travail : jugement et attentes*

1. Les accueils collectifs, un mode de garde souhaitable pour un enfant en bas âge

Près d'un parent sur deux (46%) juge la crèche ou les autres accueils collectifs comme le mode de garde le plus bénéfique pour un enfant. Nettement moins que les crèches, l'assistante maternelle et les grands parents sont les deux autres modes de gardes préférés pour respectivement 22% et 21% des Français. Les personnes les plus concernées – les parents – ont une préférence significative pour une garde chez une assistante maternelle (25%).

Ces proportions ont peu évolué par rapport à l'an dernier. Toutefois, en comparaison à 2004, les Français sont plus nombreux à adhérer à un mode de garde collectif (+ 5 points) et la garde chez une assistante maternelle est aujourd'hui préférée à l'aide des grands-parents (- 3 points par rapport à 2004).

Les Français, comme les années précédentes, souhaitent majoritairement (46%) que se développent conjointement les services d'accueil des enfants et l'aménagement du temps de travail des parents. Ils sont par ailleurs de plus en plus nombreux à souhaiter que le nombre et la qualité de l'accueil des enfants soient améliorés (23%, + 4 points par rapport à 2006).

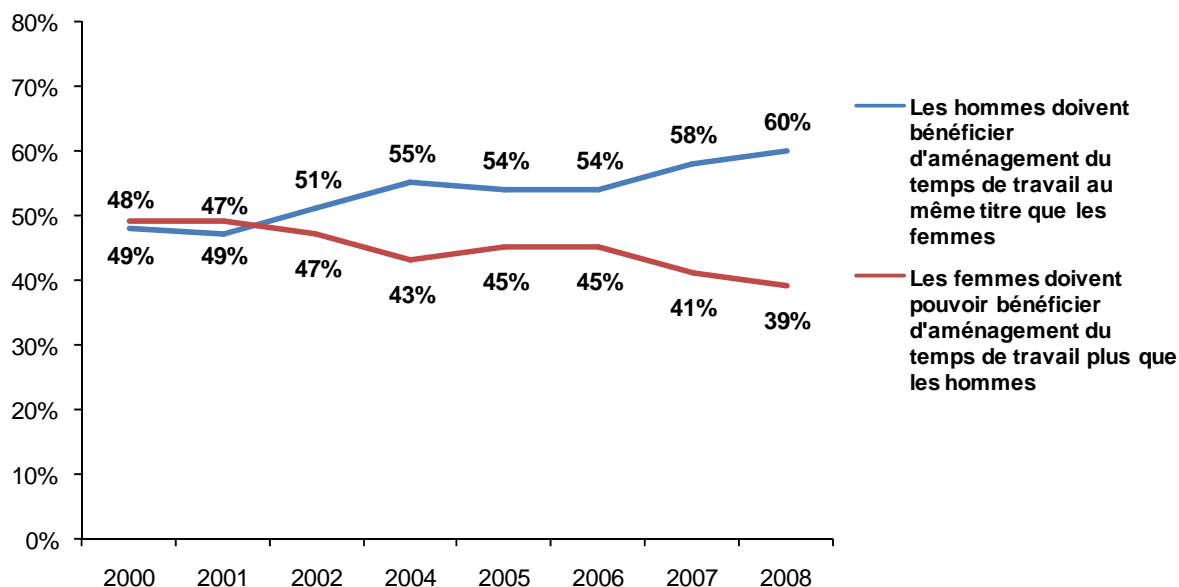
A l'inverse ils sont de moins en moins favorables au développement de l'arrêt d'activité de l'un des parents (30%, - 4 points par rapport à 2006).

2. Un aménagement du travail indépendant du sexe du parent

La part des Français (60%) demandant à ce que les hommes puissent bénéficier d'aménagement du temps de travail au même titre que les femmes est toujours en augmentation : +2 points depuis l'an dernier, + 6 points depuis 2006 et +12 points depuis mai 2000. Cette tendance illustre l'évolution des mentalités concernant la prise en compte croissante du rôle du père dans l'éducation des enfants, rôle qui n'est plus aujourd'hui dévolu uniquement aux femmes.

Le positionnement sur cette question n'est plus depuis cette année, dépendante du sexe de l'interviewé mais il le reste au niveau de l'âge de la personne interviewée : 66% des personnes de moins de 35 ans pensent que les hommes doivent bénéficier d'aménagement du temps de travail au même titre que les femmes et 57% des personnes de 35 ans ou plus.



**Graphique 18 :****Q68. Evolution de la perception de l'aménagement du temps de travail des hommes et des femmes**

Enfin, la durée du congé maternité (durée de 16 semaines pour le premier et le deuxième enfant, 26 semaines à partir du troisième) partage les Français : la proportion des personnes interrogées considérant cette durée suffisante est majoritaire (53%). Cependant, 40% des Français la jugent trop courte : parmi ces Français, sont surreprésentées les femmes (45%), les moins de 35 ans (46%) et les parents d'enfants de moins de 3 ans (59%).

## V – Pauvreté et exclusion

### A. Perception générale et représentations de la pauvreté

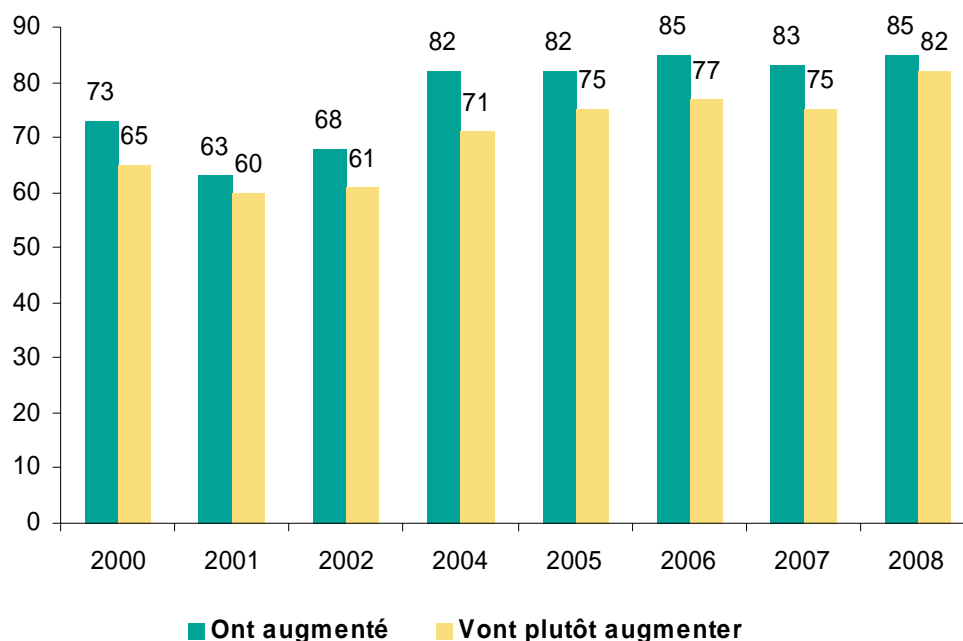
#### 1. Un pessimisme en matière de pauvreté qui s'accroît

En lien avec la conjoncture économique, les Français se montrent extrêmement pessimistes à l'égard de la pauvreté en France : 85% (+2 points) considèrent ainsi que depuis 5 ans, la pauvreté et l'exclusion ont augmenté contre seulement 63% en 2001.

L'inquiétude des Français vis-à-vis de l'avenir de la pauvreté en France est, quant à elle en hausse par rapport à 2007 et atteint son score le plus élevé depuis le début de ce baromètre : 82% des Français pensent que la pauvreté et l'exclusion en France vont plutôt augmenter à l'avenir soit 7 points de plus qu'en 2007, signant une vision globale d'une France qui se paupérise.

#### Graphique 19 :

**Q24-25. La perception de l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion depuis 5 ans et dans l'avenir**



La perception des dimensions de la pauvreté reste néanmoins relativement stable. Ainsi, être pauvre ou exclu aujourd'hui c'est avant tout ne pas pouvoir satisfaire des besoins de première nécessité : ne pas manger à sa faim (82% de citations) et ne pas avoir de logement (78% de citations). Comme l'an dernier, l'absence de soin est ensuite le symbole le plus cité (56%) loin devant ce qui relève de la pauvreté monétaire notamment le fait d'élever seul ses enfants avec de faibles ressources (20%) ou le chômage de longue durée (18%).

## 2. Une pauvreté multifactorielle mais essentiellement conjoncturelle

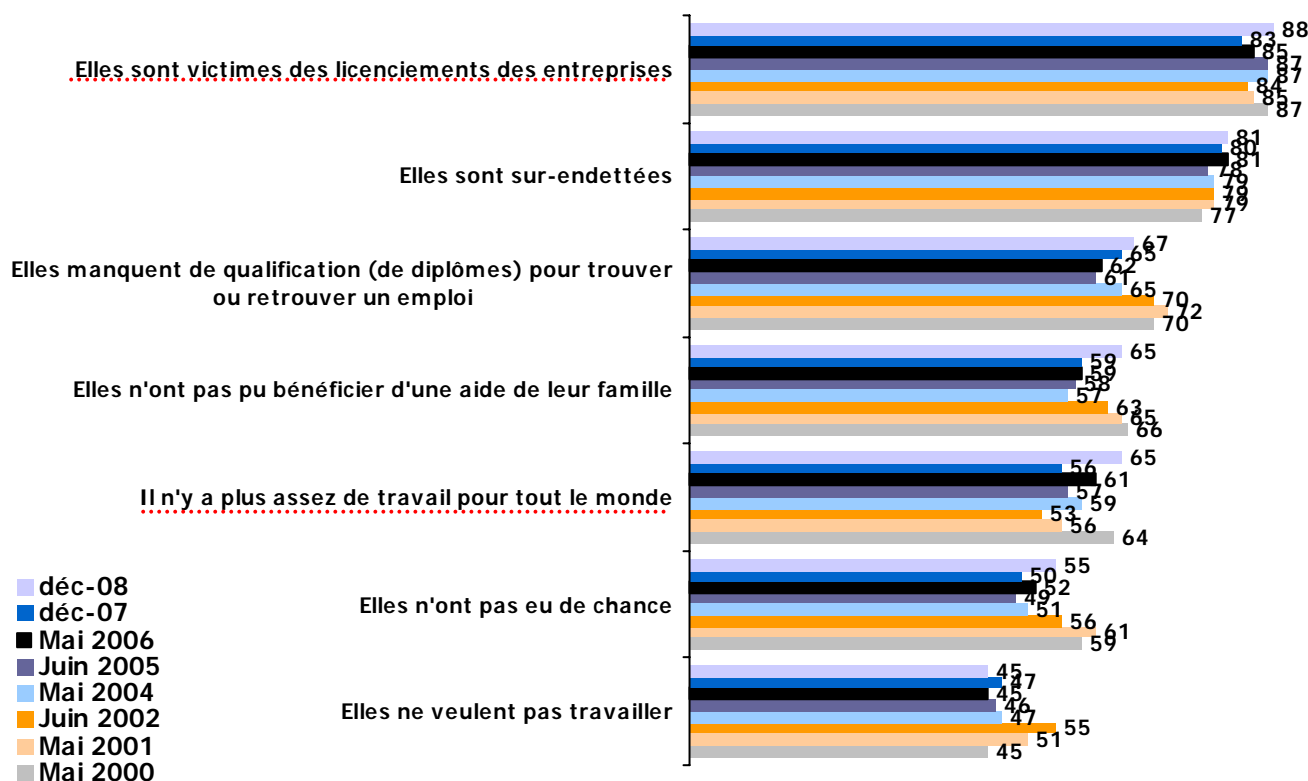
A l’instar des années précédentes, les deux causes principales de la pauvreté et de l’exclusion mises en avant par les Français sont d’ordre économique : les licenciements (88%, +5 points par rapport à 2007) et le surendettement (81%, +1 point par rapport 2007).

Les causes conjoncturelles sont en nette augmentation cette année, signant une perte de confiance des Français dans la situation économique du pays : 65% des Français expliquent ainsi qu’il n’y a plus assez de travail pour tout le monde (+9 points par rapport à 2007). De même en ce qui concerne les licenciements qui prennent 5 points en un an.

Hormis le manque de volonté à travailler qui conserve un score égal à celui de l’an dernier, l’ensemble des causes de la pauvreté et de l’exclusion augmentent par rapport à 2007 marquant le fait que les Français sont à la fois plus sensibles sur le sujet et partagent davantage l’idée que la pauvreté et l’exclusion sont la conséquence d’un ensemble de facteurs.

### Graphique 20 :

Q30. Les causes de la pauvreté et de l’exclusion



*Causes conjoncturelles*

### 3. Une méconnaissance des types de populations les plus exposées au risque de pauvreté

La majorité des Français estiment ainsi que la pauvreté et l'exclusion peuvent concerner n'importe qui (66%, +3 points en un an) mais une proportion non négligeable considère cependant qu'il y a des populations plus fragiles que d'autres (33%).

Or, l'analyse des réponses fournies par l'enquête met en évidence que les Français n'ont pas une idée très claire des catégories de populations davantage exposées à la pauvreté. En effet, aujourd'hui, en France, la pauvreté touche davantage les familles monoparentales et les jeunes de moins de 30 ans. Cependant, dans le cadre de l'enquête, seuls 28% des Français déclarent que les risques de pauvreté concernent surtout les moins de 35 ans. Par ailleurs, cette année, les modalités de réponses « personne en particulier » ou « autant les hommes que les femmes » ont été davantage choisies : respectivement 40%, +6 points par rapport à 2007 et 52% contre 43% en 2007.

Notons d'ailleurs comme l'an dernier un clivage des réponses en fonction de l'âge témoignant d'une sorte de crainte personnelle : les moins de 30 ans associent davantage les plus jeunes à la pauvreté et inversement pour les personnes les plus âgées.

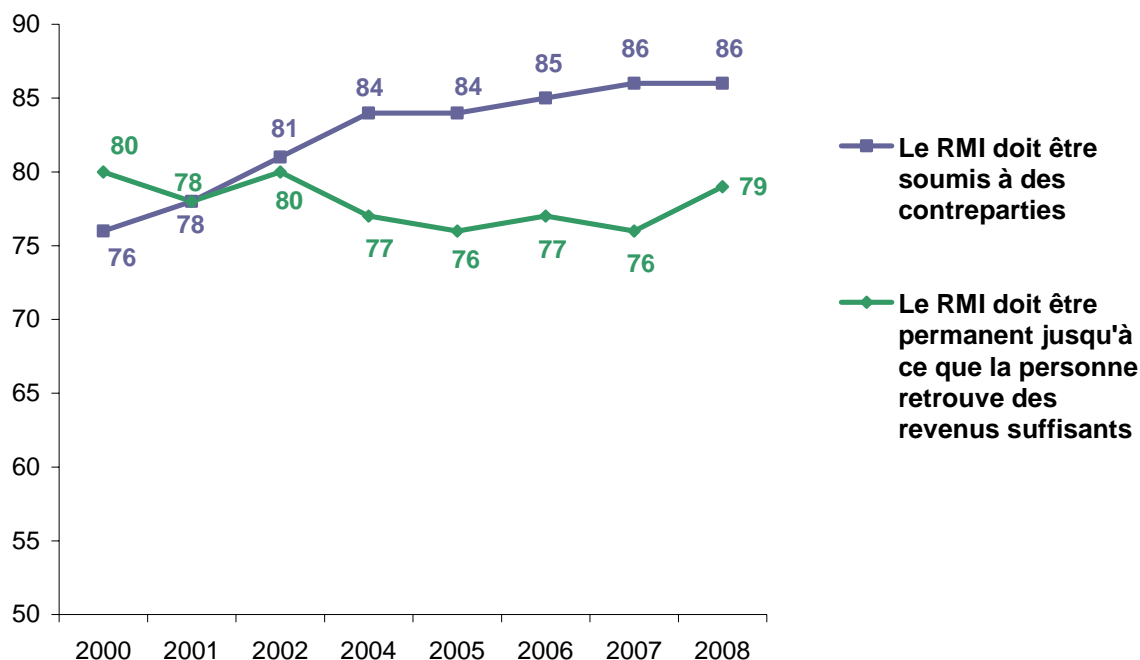
## *B. Pauvreté et exclusion : opinion à l'égard des politiques sociales*

### 1. Le RMI

Malgré un RMI toujours légitime dans son principe, une exigence toujours importante de contreparties

Comme les années précédentes, les Français considèrent majoritairement que le RMI doit exister (87%) mais, dans le même temps, ils souhaitent que son attribution soit soumise à des contreparties (86%, proportion stable depuis 2004).

Parallèlement, ils jugent que le RMI doit être attribué jusqu'à ce que la personne retrouve des revenus suffisants (79%, +3 points en un an).

**Graphique 21 :****Q33. Le jugement sur les modalités du RMI  
(% Oui)**

Les Français se montrent intransigeants quant aux contreparties du versement du RMI. Les Français considèrent ainsi que le fait de percevoir le RMI implique de rechercher un emploi (96%, score égal à celui de l'an dernier), d'accepter d'effectuer un stage de formation (94%, score équivalent à celui de 2007) et de faire des efforts pour s'insérer socialement (94%, stable depuis le début du baromètre).

Les bénéficiaires du RMI devraient en outre participer à une tâche d'intérêt général (81%, -2 points par rapport à 2007) et, dans une moindre mesure, d'accepter les emplois qui leur sont proposés (77%, -2 points par rapport à l'an dernier).

Les premiers concernés par le RMI sont aussi les moins exigeants : les allocataires du RMI, les personnes proches de situations précaires mais aussi les jeunes sont davantage que les autres opposés à l'application de contreparties pour bénéficier du RMI. Ainsi, 22% des bénéficiaires du RMI estiment que celui-ci ne doit pas être soumis à des contreparties.

*Des Français favorables à l'augmentation du RMI sans pour autant être prêts à la financer par une hausse des impôts*

En augmentation de 4 points par rapport à 2007 et de 6 points par rapport à 2006, 69% des Français considèrent qu'il faut augmenter le RMI et 22% estiment qu'il est à un bon niveau (score égal à celui de l'an dernier).

Ce positionnement des Français s'accompagne d'une surestimation du montant réel du RMI par 37% d'entre eux alors que seuls 16% en donne le montant exact (autour de 455 euros) à plus ou moins 50 euros d'écart).

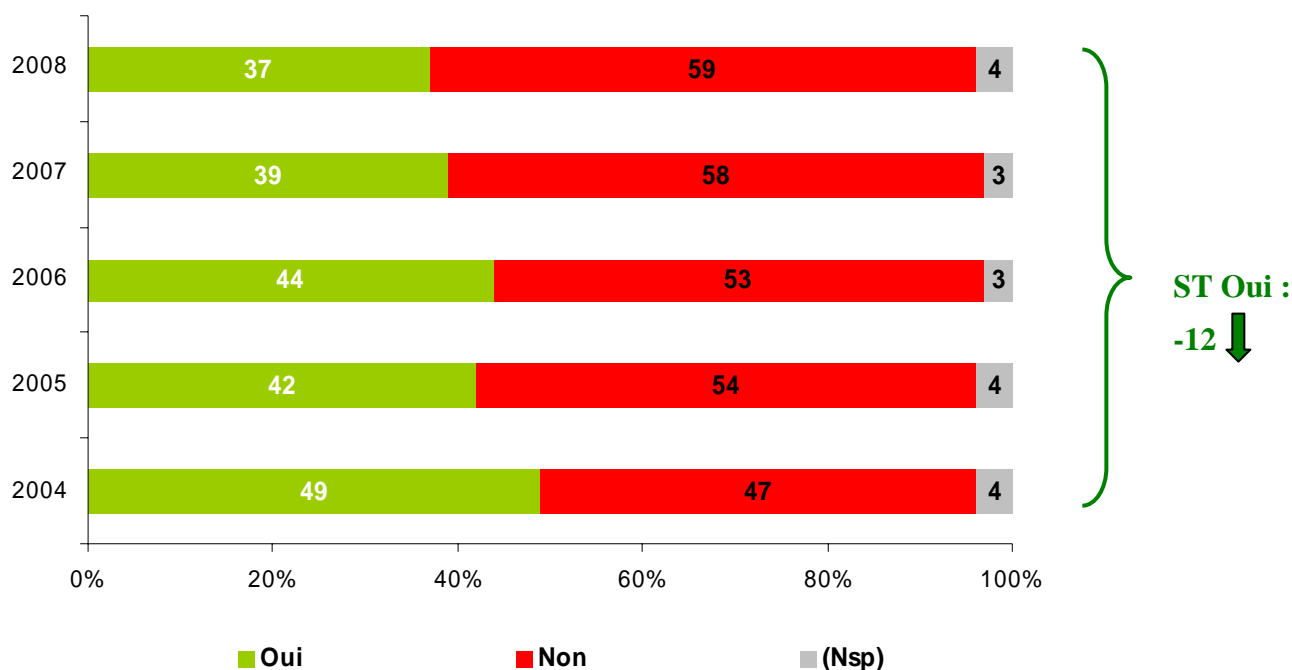
Nous sommes bien en présence d'un déficit de connaissance des Français sur les minima sociaux.

Si les Français ne savent pas estimer le montant du RMI, ils s'accordent cependant davantage que les années précédentes à dire qu'un individu doit disposer au minimum de 1300 euros par mois pour vivre. C'est le cas de près d'un Français sur deux (48%, +9 points par rapport à 2007, +20 par rapport à 2005). Cette proportion augmente de manière exponentielle depuis 2000 (+38 points en 8 ans).

Enfin, s'ils souhaitent en majorité une augmentation du RMI, les Français ne sont pas prêts à accepter une hausse de leurs impôts ou cotisations : seuls 37% y seraient favorables, proportion en baisse constante depuis 2006. Près de 6 Français sur 10 ne souhaiteraient aucunement contribuer à cette augmentation (+1 point par rapport à 2007, +12 points par rapport à 2004). Cette réticence vient confirmer les résultats observés sur la protection sociale en général qui dénote, malgré un attachement marqué au système public de protection sociale, d'une moindre envie à cotiser davantage.

### Graphique 22 :

**Q35bis. Acceptation d'une hausse des impôts ou des cotisations pour financer le RMI**



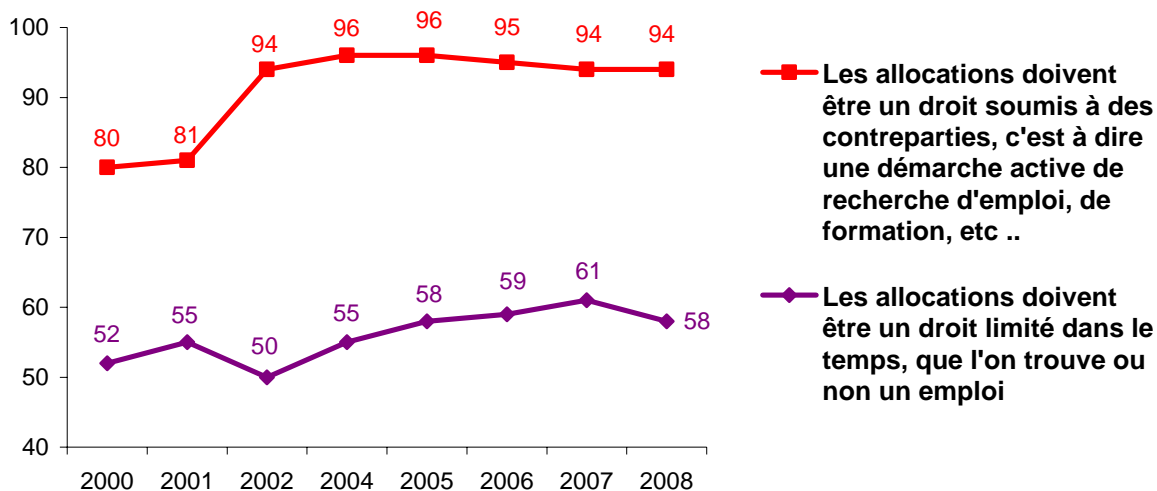
Fort logiquement, les personnes les plus disposées à contribuer au financement de la hausse du RMI sont des personnes issues d'un milieu favorisé : les cadres supérieurs, les personnes ayant de hauts niveaux de diplômes et de revenus.

## 2. A l'unanimité, l'allocation chômage doit être soumise à des contreparties

Les Français restent très exigeants vis-à-vis des modalités d'attribution de l'allocation chômage et considèrent quasiment tous (94%) que les allocations chômage doivent être soumises à des contreparties.

### Graphique 23 :

**Q36. Le jugement sur les modalités des allocations chômage (%Oui)**



Les Français s'avèrent cependant moins enthousiastes que les années précédentes sur les diverses contraintes qui pourraient s'appliquer aux titulaires d'allocations chômage, chacune d'entre elles atteignant son score le plus bas depuis le début du baromètre en 2000. La contrepartie principale pour les allocataires demeure d'« effectuer un stage de formation » (89%, -4 points en un an) : les personnes âgées de 65 ans et plus y sont les plus favorables (93%).

Les contreparties suivantes sont plus engageantes pour les allocataires et en baisse également depuis l'an dernier. Il s'agit de « participer à une tâche d'intérêt général proposée par l'administration » (67%, -4 points) et « accepter les emplois proposés » (65%, -7 points). Sur ces aspects encore, les Français de 65 ans et plus y sont les plus exigeants (respectivement 75% et 76%).

Face à ce consensus, la limitation dans le temps des indemnités que l'allocataire retrouve ou non un emploi continue de diviser l'opinion. Les Français sont toujours majoritairement favorables à cette limitation (58%, -3 points par rapport à l'an dernier) mais ce score qui était en augmentation constante depuis 2002 retrouve cette année son niveau de 2005.

Le chômage reste une préoccupation importante pour les Français qui demandent cependant une plus grande exigence quant aux modalités d'attribution de l'allocation chômage.

### 3. Le Revenu de Solidarité Active

Les Français ont été interrogés cette année sur la création du Revenu de Solidarité Active et sur la suppression progressive du système de Prime pour l'Emploi. Les Français sont assez partagés sur cette mesure : 46% estiment qu'« il faut créer le RSA, quitte à supprimer la prime pour l'emploi » et 36% l'inverse « il faut garder la prime pour l'emploi, quitte à ne pas créer le RSA ». Les personnes les moins favorisées (ouvriers, foyers aux revenus les plus modestes, personnes peu diplômées) et donc les plus susceptibles de toucher la PPE partagent davantage cette dernière opinion.

### 4. L'Etat : acteur essentiel dans la prise en charge de la précarité

Comme les précédentes années, l'Etat est cité par une nette majorité de Français comme l'acteur principal qui doit prendre en charge les personnes en difficulté sociale (79%). Cette opinion est davantage partagée par les personnes les moins aisées socialement. Suivent les collectivités locales (61%) et de loin la famille (22%) et les associations (18%).

## **VI – Retraites et dépendances**

### *A. Les Français et les retraites*

#### 1. Des Français de plus en plus pessimistes pour leur retraite

Ces dernières années, l'idée d'une paupérisation des retraités se répand en France : seul un Français sur deux estime que le niveau de vie des retraités est actuellement le même ou plus élevé que celui de l'ensemble de la population (22% « meilleur » et 28% « identique »). Cette proportion est en recul de 5 points par rapport à l'an dernier et de 12 points par rapport à 2006. A l'inverse –et de façon logique- le taux de personnes estimant que le niveau de vie des retraités est moins bon que la moyenne des Français est passée à 48% (+6 points) ce qui est la plus forte proportion de pessimisme observée sur cette question depuis la création du baromètre.

Pour autant, ce pessimisme macro vis-à-vis du niveau de vie des retraités ne se ressent pas trop sur la perception micro de sa propre situation en tant que futur retraité. Il faut dire que celle-ci était déjà bien sombre : 62% des non retraités considèrent, en effet, qu'une fois à la retraite leur niveau de vie sera moins bon que le niveau de vie de l'ensemble de la population contre 10% qui l'espèrent meilleur (-1 point) et 22% identique (- 2 points). Pour la première fois, ce sont moins les jeunes que les classes d'âge d'actifs qui sont les plus pessimistes (65% de réponses « moins bon » auprès des 35-49 ans tandis que les moins de 30 ans sont dans la moyenne). Les actifs apparaissent en effet très inquiets (63%) et parmi eux, l'inquiétude va croissant avec le statut socioprofessionnel : cadres 50%, profession intermédiaires 60%,



employés 67% et ouvriers 70%. Certaines catégories de la population, plus précarisées semblent également particulièrement pessimistes quant à leur futur niveau de vie au moment de la retraite notamment les personnes divorcées (72%), les personnes au chômage (72%) ou encore les personnes travaillant à temps partiel (71%).

Le souhait et l'anticipation de l'âge auquel ils pourront prendre leur retraite n'a pas bougé non plus en moyenne depuis l'an dernier. Semblant intégrer les éléments du débat de ces dernières années sur les retraites, les Français souhaitent prendre leur retraite plus tard qu'il y a 5 ans : l'âge moyen a ainsi augmenté de 3 ans depuis 2000, et est passé de 56 ans à 59 ans. Bien que la moyenne ne bouge pas, on observe toutefois un glissement de l'âge idéal de retraite vers des tranches plus élevées (- 5 points pour la tranche « 55 à 59 ans » au profit de la tranche des « 65 ans et plus », + 3 points). L'âge de retraite envisagé est lui aussi en augmentation ces dernières années : il est de 64 ans cette année contre 63 ans en 2006. En outre, la part des Français (hors retraités) estimant pouvoir prendre leur retrait entre 60 et 67 ans est en nette diminution (- 4 points) mais au lieu de se reporter sur les tranches d'âge les plus élevées, elle semble se reporter sur l'indécision.

Une certaine perplexité semble en effet se dessiner sur ces questions avec 11% de non réponses à la question du souhait (+ 3 points) et 25% à la question du pronostic (+ 7 points) soit un quart des actifs semble-t-il très incertains.

Cette incertitude concerne également 30% des Français qui ne savent pas quoi répondre lorsqu'on les interroge sur le moment souhaité de prise de retraite par rapport au montant atteint de leur pension : la plupart aimeraient prendre leur retraite au moment où ils pourront bénéficier d'une retraite à taux plein (43% dont 51% des ouvriers), 17% aimeraient partir plus tard (pour augmenter leur pension) et 10% plus tôt (quitte à avoir une pension plus faible). Cette question ne bénéficie pas encore d'un rappel historique mais méritera d'être observée dans les années à venir pour vérifier l'équilibre entre impératif économique et aspiration à une qualité de vie meilleure qui penche aujourd'hui clairement du côté du premier. Notons que la volonté de prolonger son activité est partagée par toutes les catégories professionnelles tandis que la volonté de départ anticipé est plutôt exprimée par les cadres (15%).

## 2. Relative attractivité de la reprise d'activité professionnelle à la retraite (notamment lorsqu'elle est rémunérée)

Par envie ou par nécessité, les Français sont 28% à souhaiter conserver ou reprendre une activité professionnelle une fois à la retraite ce qui est en légère baisse par rapport à l'année dernière (-3 points) au profit de l'indécision (8% de non réponse, + 4 points). Ils imaginent cette reprise d'activité beaucoup plus à temps partiel (26%) qu'à temps plein (2%). Il n'y a pas d'écarts flagrants sur cette question selon les catégories professionnelles. Le clivage est plutôt en termes d'âge avec des jeunes entre 25 et 34 plus motivés que la moyenne (34% de souhait).

Par ailleurs, la mention du caractère « rémunéré » de cette reprise d'activité a tendance à motiver les Français puisqu'ils sont 34% à souhaiter dans ces cas là en bénéficier (soit 6 points de plus que sans cette mention).

A l'heure actuelle, 9% des retraités ont conservé ou repris une activité professionnelle dont l'écrasante majorité à temps partiel (8 % en tout dont 5% avec moins d'un mi-temps et 3% avec un mi-temps ou plus). Cette fois-ci, la mention de la rétribution financière n'influe pas

tellement sur la réponse des interviewés prouvant qu'ils avaient bien entendu le terme activité professionnelle dans ce sens et non comme une activité bénévole (8% déclarent exercer une activité professionnelle rémunérée).

3. Les modalités déterminant les retraites : forte légitimité de la parentalité, et une pension de réversion pour tous les veufs et veuves

- **Le fait d'avoir élevé des enfants toujours très légitime pour accorder des avantages au moment de la retraite**

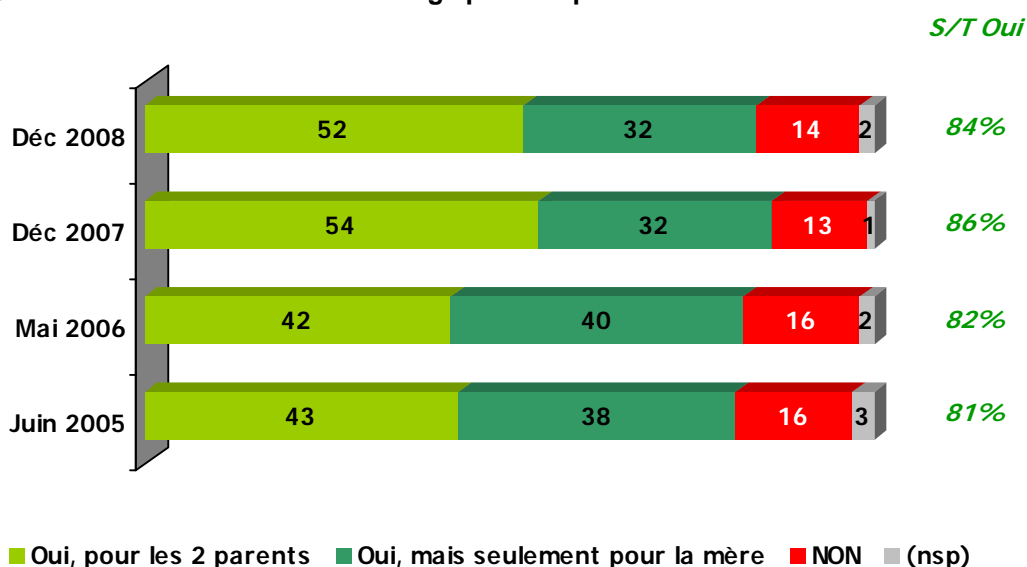
Le fait d'avoir élevé des enfants est un argument semble-t-il difficilement attaquable quand il s'agit d'offrir des avantages au moment de la retraite. 84% des Français sont d'accord. Ce score observe toutefois une baisse de 2 points qui est peut-être à surveiller pour les années à venir.

Par ailleurs, les résultats de cette année confortent l'important mouvement d'opinion observé l'an dernier en ce qui concerne l'égale légitimité de chacun des deux parents à en bénéficier. Selon les interviewés, ces avantages doivent en effet être les mêmes pour les deux parents (52%). Cette opinion a connu une forte hausse en 2007 (+10 points) devenant alors majoritaire au sein de la société française.

L'idée que les avantages d'avoir élevé des enfants puisse être revendiqué par la mère comme par le père est partagée par toutes les classes d'âge tandis que la priorité aux mères perd du terrain auprès des nouvelles générations (26 % des moins de 35 ans contre 36% des plus de 50 ans).

**Graphique 24 :**

Q54. Adhésion concernant l'avantage procuré pour avoir élevé des enfants



- **Définition très extensive des modalités d'attribution de la pension de réversion:**

La conviction que la pension de réversion est attribuée en France sans condition de ressources ni d'enfants à charge ni de limite dans le temps est très forte : 67% des Français la partagent (contre 16 % qui estiment que les conditions de ressources existent, 7% pour les enfants à

charge et 6% pour la limitation de durée). Cette conviction augmente d'ailleurs avec l'âge (74% auprès des plus de 55 ans). Précisions toutefois que dans sa formulation, cette question renseigne moins sur l'approbation d'un tel objectif que sur sa connaissance par les Français.

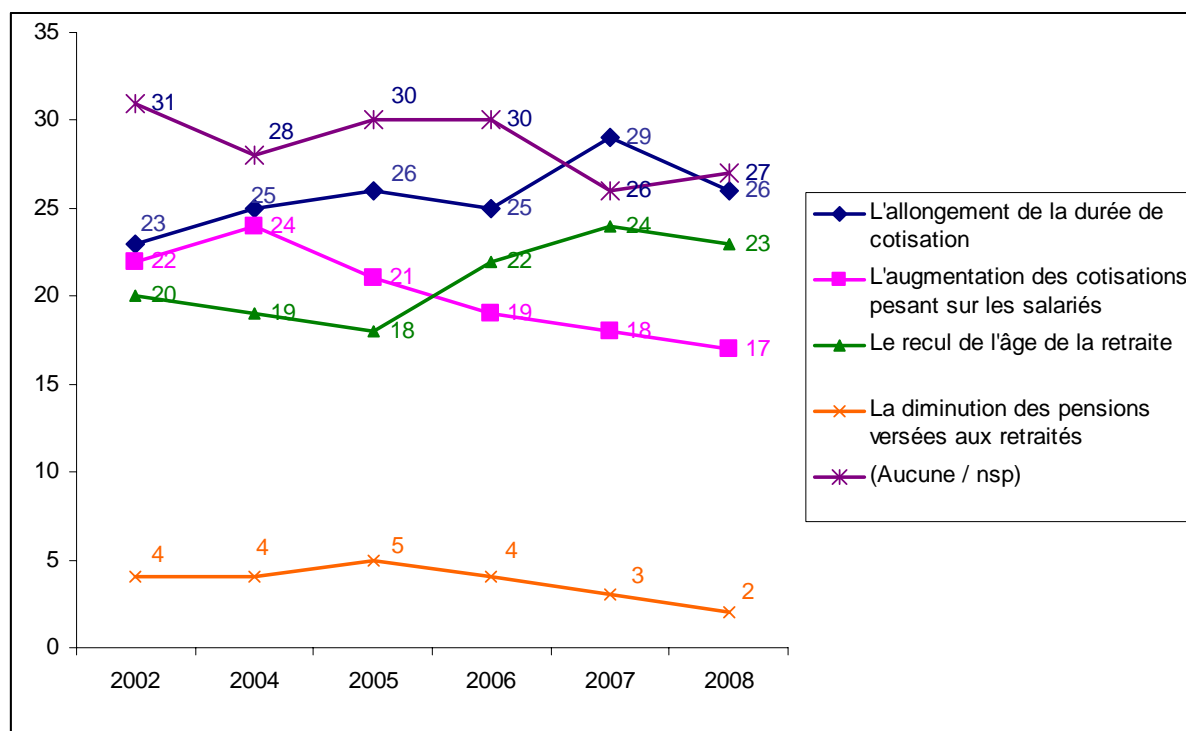
#### 4. Une perplexité de l'opinion à l'égard de la réforme des retraites

Parmi les solutions proposées aux interviewés pour préserver le système de retraite, c'est l'allongement de la durée de cotisation (26%) ainsi que le recul de l'âge de départ à la retraite (23%) qui sont préférés. Cette année est toutefois marquée par le recul de l'acceptation des différentes mesures proposées (- 3 points pour la durée de cotisation, - 1 point pour l'âge de la retraite, - 1 point pour les cotisations et - 1 point pour les pensions) au profit de la réponse « aucune de ces solutions » (27%, + 4 points) qui est au final la première réponse des Français. Ils reviennent ainsi semble-t-il à leurs positions plus crispées des années 2005 et 2006.

Les autres mesures bénéficient d'un agrément très mesuré : Les Français préfèrent prioritairement cette année encore l'idée d'un allongement de la durée de cotisation (26 % de citations) puis, en deuxième lieu, un recul de l'âge de la retraite (23%). En revanche, l'augmentation des cotisations des salariés continue de perdre de sa légitimité (17%) et plus encore la baisse des pensions versées aux retraités (2%).

#### **Graphique 25 :**

**Q55. Les préférences en matière de réforme du système de retraite**



## 5. Des Français toujours partagés sur le développement de l'épargne individuelle pour compléter les retraites

La question du maintien du système par répartition et de l'introduction d'un système par capitalisation a connu l'an dernier une très forte secousse en faveur du maintien du système par répartition (53%, + 7 points entre 2006 et 2007). Ce très fort mouvement d'opinion s'explique certainement par la réalisation des interviews en plein dans le mouvement social des agents SNCF. Cette année, le pourcentage de personnes défendant le système par répartition est en baisse (- 4 points) sans toutefois revenir à son niveau antérieur à 2006 qui avait été pourtant très stable durant de nombreuses années.

Le clivage sur cette question est moins le fait des différentes catégories socioprofessionnelles qui sont toutes majoritairement favorables au système par répartition qu'en termes d'âge. Les jeunes sont en effet plus enclins à ne pas se prononcer (10% de nsp soit 4 points au dessus de la moyenne) et à défendre l'ajout d'un complément d'assurance ou d'épargne individuelle (47% contre 42% pour le maintien du système de solidarité).

### *B. Les Français et la dépendance*

#### 1. Les Français et les aides aux personnes dépendantes

#### **L'État, principal acteur de la prise en charge des personnes âgées dépendantes**

Comme les années précédentes, et de manière plus importante encore, les Français estiment qu'il revient à l'Etat de prendre en charge les personnes âgées dépendantes (51%, + 3 points par rapport à 2007, + 12 points par rapport à 2000), avant même les enfants ou les familles des personnes concernées (16%, -3 par rapport à 2007), les caisses de retraite (10%) et les collectivités locales (9%, -1 par rapport à 2007).

Si comme en 2007, les plus âgés (50-64 ans) considèrent que cette prise en charge revient principalement à l'Etat, les plus jeunes (moins de 35 ans) estiment que ce rôle incombe davantage aux enfants ou aux familles des personnes concernées.

L'opinion des Français sur ce sujet est cette année principalement liée à leur niveau de revenu : les ménages disposant de faibles ressources (moins de 1150 euros par mois) considèrent l'Etat comme le principal acteur en ce domaine (55%), ceux percevant des revenus plus élevés (2400 euros et plus) mettant davantage en avant le rôle des enfants et familles des personnes âgées (20%).

#### **Une souscription volontaire à une éventuelle cotisation couvrant le risque de dépendance**

Dans le cas de la mise en place d'une cotisation spécifique pour être couvert personnellement en cas de dépendance, la part des Français souhaitant que celle-ci soit uniquement destinée à ceux qui le veulent, diminue (42%, -5 par rapport à 2007) et ce, pour la première fois depuis 2001, au profit de ceux préférant une cotisation obligatoire (53%, +3).

Sur les modalités de cette obligation, les Français préfèrent qu'elle ait un caractère obligatoire pour tous (35%, +4 par rapport à 2007) et refusent toujours l'idée d'une cotisation à partir d'un certain âge (18%, -1 par rapport à 2007).

Notons que sur cette question, les personnes ayant dans leur entourage une personne en situation de dépendance sont davantage attachées à l'idée d'une cotisation obligatoire pour tous (38%) que le reste de la population (32%).

L'opinion des Français semble très largement liée à l'âge des interviewés. En effet, les plus âgés souhaitent que cette cotisation soit payée par tous (42% des 50-64 ans) à la différence des plus jeunes (moins de 35 ans), moins concernés pour le moment, plus favorables à ce qu'une telle cotisation soit facultative (44%) ou ne soit obligatoire qu'à partir d'un certain âge (22%).

### **Une aide destinée aux personnes ayant de faibles revenus**

Malgré une légère baisse par rapport à 2007, les Français estiment toujours qu'une aide financière pour compenser les surcoûts liés à la dépendance des personnes âgées ne doit pas être accordée à toutes les personnes se trouvant dans cette situation quel que soit leur niveau de revenu (24%) mais uniquement à celles disposant de faibles revenus (74%, -2 par rapport à 2007). Cette opinion est partagée par 78% des personnes âgées de 65 ans et plus. Les moins de 35 ans souhaitent, davantage que la moyenne, que cette aide soit attribuée à tous, sans condition de ressources (31%). Les Français ayant dans leur entourage une personne en situation de dépendance sont eux aussi plus particulièrement attachés au caractère universel de l'aide (27%).

#### 2. L'attitude personnelle des Français face à la dépendance

### **Des Français de moins en moins enclins à épargner en prévision d'une éventuelle dépendance**

Si la part des Français se déclarant prêts à épargner en prévision d'une éventuelle situation de dépendance reste majoritaire (62%), la diminution est conséquente et régulière depuis 2002 (-8 points et -1 point depuis 2007).

Les cadres, professions libérales et les personnes à haut revenu sont plus favorables que les autres à cette épargne (respectivement 73% et 72%). Il en est de même pour les Français ayant dans leur entourage une personne dépendante (66%).

### **Des établissements pour personnes âgées peu attractifs**

Les Français éviteraient toujours les établissements pour personnes âgées, que ce soit pour eux-mêmes ou pour leurs proches parents.

En augmentation constante depuis 2001, le fait de vivre eux-mêmes dans un établissement pour personnes âgées n'est pas envisageable pour plus de la moitié des Français (60%, +1 point par rapport à 2007) : 37% considèrent même cette situation comme pas du tout envisageable sans que l'on sache s'il s'agit d'une question de conviction ou de moyens

financiers. L'analyse des résultats détaillés apporte toutefois quelques éclairages sur cette question.

Si logiquement les personnes âgées sont plus enclines à envisager de vivre dans de tels établissements que les plus jeunes (41% des 50 ans et plus pour 33% des moins de 35 ans), la principale opposition concerne le niveau de revenu corrélé au niveau de qualification. En effet l'éventualité d'un placement en établissement pour personnes âgées est davantage envisagée par les CSP + (43% des cadres et 44% des revenus de 2400 euros et plus) que par les CSP – (29% des ouvriers et 31% des revenus de moins de 1150 euros).

Par ailleurs, seuls 17% des Français envisageraient une institution spécialisée comme solution pour leurs parents proches. Ils envisagent d'autres solutions et ce, dans une proportion relativement inchangée par rapport à 2007 :

- 29% des Français déclarent qu'ils feraient en sorte de s'en occuper au domicile de la personne
- 25% s'en occuperaient chez eux (- 1 point par rapport à 2007)
- 23% consacraient une partie de leurs revenus à payer des aides pour lui permettre de rester à son domicile

Le choix des solutions alternatives au recours à un établissement spécialisé tient essentiellement aux revenus des Français interrogés. Ainsi, les personnes ayant les plus hauts revenus seraient plus nombreuses à en consacrer une partie à des aides de manière à ce que leurs proches restent à leur domicile (36% contre 23% pour l'ensemble), alors que seulement 14% des personnes gagnant moins de 1150 euros envisageraient cette solution, préférant s'occuper eux-mêmes de leurs proches en situation de dépendance à leur propre domicile (33% contre 29% pour l'ensemble).

### C. Les Français et le handicap

#### 1. Des efforts moins soutenus pour l'intégration des personnes handicapées

On assiste cette année à un retour à la normale après une année 2007 où il y avait eu une embellie : 55% Français considèrent que la société fait des efforts pour intégrer les personnes handicapées contre 43% qui affirment le contraire.

L'État demeure l'acteur privilégié concernant la prise en charge des personnes handicapées (65%, +3 points par rapport à 2007). Viennent ensuite mais loin derrière, les caisses d'assurance maladie (10%) devant les collectivités locales et les familles des personnes concernées (8% chacune).

Peut-être un effet direct de la crise économique, les Français plus nombreux à penser qu'il serait trop coûteux à la collectivité, de rendre tous les lieux publics accessibles aux personnes handicapées (20%, +3 points par rapport à 2007). Cette idée reste toutefois minoritaire en France (79% sont pour l'accessibilité totale).

Les Français ayant une personne handicapée dans leur famille souhaitent que tous les lieux publics soient obligatoirement accessibles à ces personnes (90%).

## 2. Un accès à l'emploi des personnes handicapées qui semble moins évident

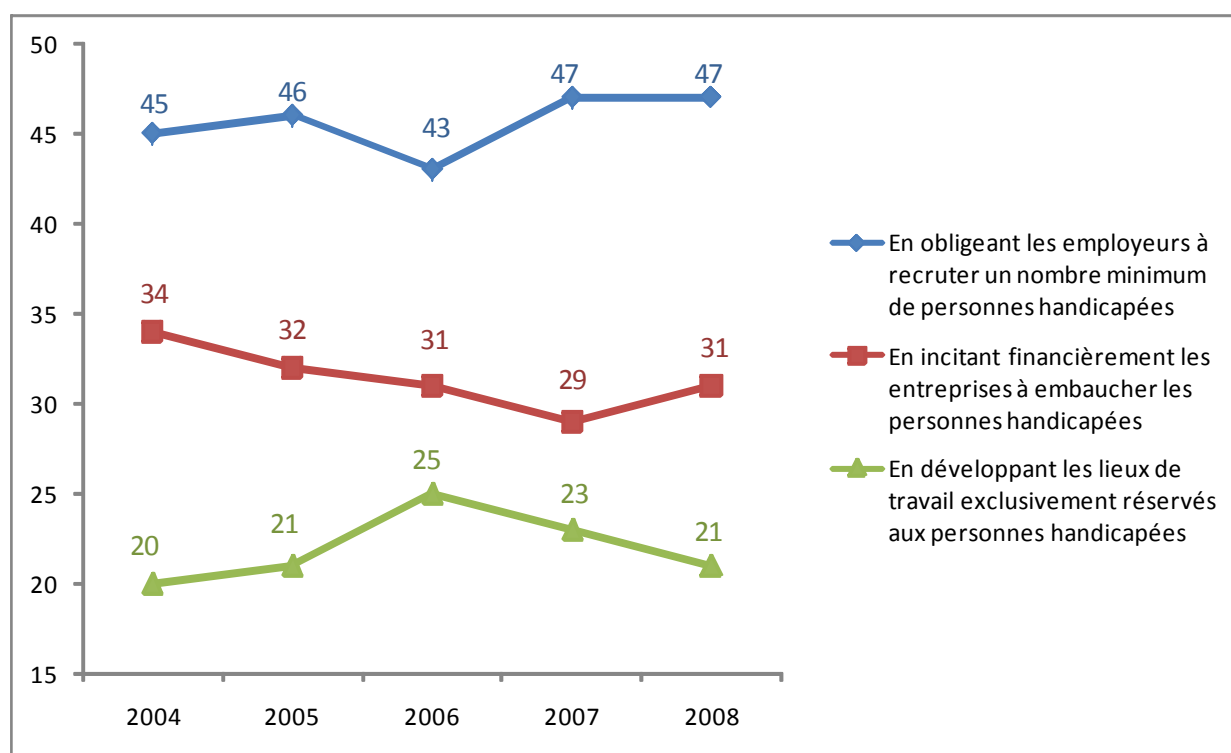
Est-ce en raison de la dégradation du marché du travail ou celle de la politique envers les handicapés, en tous les cas les Français sont cette année particulièrement pessimistes quant à la capacité à aider les personnes handicapées à travailler quel que soit leur niveau de handicap (51% -6 points par rapport à 2007). 47% estiment qu'au-delà d'un certain niveau de handicap il ne faut pas chercher à faire travailler (+6 points par rapport à 2007).

L'obligation pour les employeurs de recruter en fixant un nombre minimum de personnes handicapées apparaît pour les Français, cette année encore, comme la première mesure permettant d'améliorer l'accès à l'emploi des personnes handicapées (47%).

Les autres mesures consistent pour 31% des Français à inciter financièrement les entreprises à embaucher des personnes handicapées (+2 points par rapport à 2007) et pour 21% (-2 points par rapport à 2007) à développer des lieux de travail qui leur soient exclusivement réservés.

### Graphique 26 :

**Q42bis. Les mesures d'amélioration de l'accès à l'emploi des personnes handicapées**



3. Une Allocation aux Adultes Handicapés pour l'ensemble des personnes handicapées, sans restriction

La part des Français jugeant normal que l'Allocation aux Adultes Handicapés soit plus élevée que le RMI, reste inchangée par rapport à 2007 (93%). Si la majorité (56%) cautionne cette idée uniquement pour les personnes ne pouvant pas travailler, on constate une baisse par rapport à 2007 (-4 points) au profit de l'idée selon laquelle cette allocation se doit d'être élargie à l'ensemble des personnes handicapées (37% +4 points par rapport à 2007).

Comme en 2007, 69% des Français estiment que l'aide financière destinée à compenser les surcoûts du handicap doit être accordée uniquement aux personnes disposant de faibles revenus et 29% à tous sans considération du revenu.

Cette opinion s'apparente à celle des Français vis-à-vis de l'aide visant à compenser les surcoûts liés à la dépendance des personnes âgées : ils considèrent en effet à 74% que cette dernière doit être accordée uniquement aux personnes disposant de faibles revenus.